



ADMINISTRATION COMMUNALE DE SAINT-JOSSE-TEN-NOODE
GEMEENTEBESTUUR VAN SINT-JOOST-TEN-NODE

CONSEIL COMMUNAL DU 14 SEPTEMBRE 2022
GEMEENTERAAD VAN 14 SEPTEMBER 2022

NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES
AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

14.09.2022/A/0001 **Communication.**

Mededeling.

14.09.2022/A/0002 **Eedaflegging van de Gemeentesecretaris.**

De Gemeenteraad,

Gezien de benoeming van Mevr. in hoedanigheid van Gemeentesecretaris.

Gelet op artikel 25 § 2 van de Nieuwe gemeentewet, legt Mevr. in de handen van de voorzitter de eed af, waarvan proces-verbaal wordt opgesteld.

Ten jare twee duizend twee en twintig, op veertien september, verscheen voor de Voorzitter van de Gemeenteraad van de Gemeente Sint-Joost-en-Node, in openbare vergadering, Mevr., benoemd in de hoedanigheid van Gemeentesecretaris, in zitting van 14 september 2022, die in onze aanwezigheid volgende eed heeft afgelegd :

“Ik zweer getrouwheid aan de Koning, gehoorzaamheid aan de Grondwet en de wetten van het Belgische Volk”.

Dientengevolge verklaart Dhr. Voorzitter dat Mevr. definitief in de hoedanigheid van Gemeentesecretaris bevestigd wordt.

14.09.2022/A/0003 **Receveur communal faisant fonction; prestation de serment.**

M. le Président rappelle à l'assemblée que la désignation de M. en qualité de Receveur faisant fonction dans cette séance doit être lié avec une prestation de serment de l'intéressé afin que celui-ci puisse prendre ses fonctions.

Conformément à l'article 25 § 2 de la Nouvelle Loi Communale, M. prête serment en foi de quoi le procès-verbal suivant est rédigé :

"L'an deux mille vingt-deux, le quatorze septembre, devant Nous, KIR Emir, Bourgmestre de la commune de Saint-Josse-ten-Noode, a comparu en séance publique du Conseil communal, M., désigné Receveur communal ad intérim, en séance du 14 septembre 2022.

Lequel comparant a, en conformité avec l'article 25 § 2 de la Nouvelle Loi

Communale, prêté entre nos mains le serment dont la teneur suit :

"Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge".

En conséquence, M. le Président déclare que M. est confirmé dans ses fonctions de Receveur communal faisant fonction.

14.09.2022/A/0004 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 22 juin 2022; approbation.**

Après lecture des décisions prises en séance du 25 mai 2022, le procès-verbal de cette séance est adopté à l'unanimité.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 22 juni 2022; goedkeuring.

Er wordt lezing gegeven van de beslissingen genomen in zitting van 25 mei 2022. Het proces-verbaal van deze zitting wordt met éénparigheid van stemmen goedgekeurd.

*1 annexe / 1 bijlage
PV 22.06.22.pdf*

14.09.2022/A/0005 **Compte de fin de gestion du Receveur f.f. sortant ; arrêt définitif.**

Mesdames, Messieurs,

Conformément à l'article 138bis de la Nouvelle Loi communale et aux articles 85 à 90 du Règlement général sur la comptabilité communale, M. le Receveur f.f. sortant Stéphane CRICKX a établi son compte de fin de gestion à la date du 29 juillet 2022.

Il convient dès lors d'arrêter définitivement le compte de fin de gestion du Receveur communal sortant et de le transmettre à l'Autorité régionale en vue de l'exercice de son pouvoir de tutelle.

En conséquence, nous vous proposons, Mesdames, Messieurs,
1/ d'arrêter définitivement le compte de fin de gestion du Receveur communal sortant M. Stéphane CRICKX ;
2/ de le déclarer quitte envers la Commune pour sa gestion ;
3/ et de transmettre son compte de fin de gestion à l'Autorité régionale en vue de l'exercice de son pouvoir de tutelle.

Eindrekening van de uittredend wn. Gemeenteontvanger ; vaststelling.

Mevrouwen, Mijne Heren,

Overeenkomstig artikel 138bis van de Nieuwe Gemeentewet en overeenkomstig artikels 85 tot 90 van het Algemeen Reglement op de Gemeentelijke comptabiliteit, heeft de uittredend wn. Gemeenteontvanger Dhr Stéphane CRICKX zijn eindrekening op 29 juli 2022 afgesloten.

Dus is het nu noodzakelijk deze eindrekening van de uittredend Gemeenteontvanger definitief vast te stellen en deze aan de Gewestelijke Overheid toe te sturen voor de uitoefening van zijn voogdijbevoegdheid.

Bijgevolg stellen wij u voor, Mevrouwen, Mijne Heren,
1/ de eindrekening van de uittredend wn. Gemeenteontvanger Dhr Stéphane CRICKX definitief vast te stellen ;
2/ kwijting tegenover de Gemeente voor zijn beheer te verlenen ;
3/ deze eindrekening aan de Gewestelijke Overheid toe te sturen voor de uitoefening van zijn voogdijbevoegdheid.

2 annexes / 2 bijlagen

DC_2021_2022.pdf, 1_S_CRICKX_Compte_de_fin_de_gestion_29072022.pdf

14.09.2022/A/0006 **Maison de la Famille asbl ; Garantie de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode ; Caution solidaire 2022-2025 ; Prolongation pour trois ans.**

Mesdames, Messieurs,

Afin de poursuivre le redressement de la gestion financière de la Maison de la Famille asbl, celle-ci souhaite prolonger la ligne de crédit Straight Laon de 125.000,- € contractée en 2015 auprès de Belfius Banque et qui arrive à échéance le 30/09/2022.

Cette prolongation nécessite que la garantie communale soit également renouvelée dès ce mois de septembre 2022.

En conséquence de quoi, nous vous proposons d'approuver la délibération suivante :

Attendu que

la **MAISON DE LA FAMILLE A.S.B.L.**,

TVA BE 0472.850.056, dont le siège social est sis à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, rue Liedekerke, 112.

Ci-après dénommée « l'emprunteur »,

a décidé de contracter auprès de Belfius Banque SA, RPM Bruxelles, TVA BE 0403.201.185, dont le siège social est sis à 1210 Bruxelles, Place Charles Rogier, 11, ci-après dénommée « Belfius Banque »,

un crédit à concurrence de 125.000,00 EUR (cent-vingt cinq mille euro) (date de la lettre d'ouverture de crédit : 13 octobre 2015 – **prolongation pour trois ans jusqu'au 30/09/2025**) ;

Attendu que cette ouverture de crédit n°001140355 de 125.000,00 EUR (cent-vingt cinq mille euro) doit être garantie par la commune de Saint-Josse-ten-Noode ;

Attendu que la Maison de la Famille asbl a pour mission de promouvoir le bien-être social des habitants de Saint-Josse et des communes voisines et, à ce titre, propose différents services ;

Le Conseil communal,

Déclare se porter irrévocablement et inconditionnellement caution solidaire pour le remboursement de tous les montants qui seraient dus par l'emprunteur en vertu du crédit tant en capital qu'en intérêts (intérêts moratoires, inclus), commission de réservation, frais et accessoires ;

S'ENGAGE, jusqu'à l'échéance finale de toute dette auprès de Belfius Banque, à soutenir l'emprunteur afin qu'il puisse respecter ses engagements financiers vis-à-vis de Belfius Banque et autres tiers ;

Autorise Belfius Banque à porter au débit du compte de la commune de Saint-Josse-ten-Noode, valeur de leur échéance, toutes sommes généralement quelconques dues par l'emprunteur dans le cadre de ce crédit et qui resteraient impayées par celui-ci à l'expiration d'un délai de 30 jours à dater de l'échéance. La commune qui se porte caution en sera avertie par l'envoi d'une copie de la correspondance adressée à l'emprunteur en cas de non-paiement dans les délais ;

La Commune de Saint-Josse-ten-Noode s'engage, jusqu'à l'échéance finale de ce crédit et de ses propres emprunts auprès de Belfius Banque, à prendre toutes les dispositions utiles afin d'assurer le versement sur son compte ouvert auprès de cette société, de toutes les sommes qui y sont actuellement centralisées soit en vertu de la loi (notamment sa quote-part dans le Fonds des communes et dans tout autre fonds qui viendrait s'y ajouter ou le remplacer, le produit des centimes additionnels communaux aux impôts de l'État et de la province ainsi que le produit des taxes communales perçues par l'État) soit en vertu d'une convention et ce, nonobstant toute modification éventuelle du mode de perception de ces recettes ;

Autorise Belfius Banque à affecter les recettes susmentionnées au paiement de toutes sommes généralement quelconques dues par l'emprunteur et qui seraient portées au débit du compte courant de la commune de Saint-Josse-ten-Noode ;

La présente autorisation donnée par la commune vaut délégation irrévocable en faveur de Belfius Banque ;

La commune de Saint-Josse-ten-Noode ne peut pas se prévaloir de dispositions de conventions qu'elle aurait conclues avec l'emprunteur, ni d'une disposition quelconque pour ne pas exécuter ses obligations découlant du présent cautionnement. La commune renonce au bénéfice de discussion, à toute subrogation dans les droits de Belfius Banque et à tout recours contre l'emprunteur, contre tout codébiteur ou autre caution, tant que Belfius Banque n'aura pas été intégralement remboursée en capital, intérêts, frais et autres accessoires. La commune de Saint-Josse-ten-Noode autorise Belfius Banque à accorder à l'emprunteur des délais, avantages et transactions que Belfius Banque jugerait utiles. La commune déclare explicitement que la garantie reste valable, à concurrence des montants susmentionnés, nonobstant les modifications que Belfius Banque et/ou l'emprunteur apporteront aux montants et/ou modalités du crédit accordé à l'emprunteur. Belfius Banque est explicitement dispensée de l'obligation de notifier à la commune les modifications susmentionnées. De surcroît, il est convenu que la commune renonce également au bénéfice de l'article 2037 du Code Civil Belge, selon lequel la caution est déchargée lorsque, par la faute du créancier, la subrogation en faveur de la caution ne peut plus avoir lieu.

Attendu que l'emprunteur s'étant engagé à rembourser immédiatement à Belfius Banque le solde de sa dette en capital, intérêts, commission de réservation et autres frais, e.a. en cas de liquidation, le Conseil communal confirme les engagements susvisés en ce qui concerne le paiement des sommes qui seraient réclamées de ce chef par Belfius Banque.

En cas d'insuffisance des recettes susmentionnées pour le paiement des sommes dues qui seraient portées en compte à la commune de Saint-Josse-ten-Noode, celle-ci s'engage à faire parvenir auprès de Belfius Banque le montant nécessaire pour parfaire le paiement de sa dette échue.

En cas de retard de paiement de tout ou partie des montants dus, et ce conformément à l'article 6 combiné à l'article 9 § 3 de l'Arrêté Royal du 14 janvier 2013, des intérêts de retard ainsi qu'une indemnité pour les frais de recouvrement seront dus de plein droit et sans mise en demeure et calculés

conformément à l'article 69 de cet Arrêté Royal ;
La présente délibération est soumise à l'autorité de tutelle comme prévu dans les décrets et arrêtés applicables.

Décide :

de se porter irrévocablement et inconditionnellement caution solidaire pour trois ans (2022-2025) pour le remboursement de tous les montants qui seraient dus par l'emprunteur, la MAISON DE LA FAMILLE asbl, en vertu du crédit tant en capital qu'en intérêts (intérêts moratoires, inclus), commission de réservation, frais et accessoires.

14.09.2022/A/0007 **Service Rénovation Urbaine ; « Guichet Primes » ; Nouveau règlement communal « Primes pour la rénovation des logements situés sur le territoire de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode » ; Adoption.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 117 ;

Vu le Règlement communal approuvé par le Conseil communal en sa séance du 27 avril 2015 et ses modifications du 04 septembre 2017, du 12 février 2020 et du 14 octobre 2020, portant la dénomination « Primes pour la rénovation des logements situés sur le territoire de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode » ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 décembre 2021 abrogeant l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 mai 2002 relatif à l'octroi de primes à l'embellissement des façades, l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 octobre 2007 relatif à l'octroi de primes à la rénovation de l'habitat, l'Arrêté ministériel du 19 juin 2002 relatif aux modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 mai 2002 relatif à l'octroi de primes à l'embellissement des façades et l'Arrêté ministériel du 21 septembre 2011 déterminant les modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 octobre 2007 relatif à l'octroi de primes à la rénovation de l'habitat ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 31 mars 2022 relatif à l'octroi de primes à l'amélioration de l'habitat ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 31 mars 2022 modifiant l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 février 2012 relatif à l'octroi d'aides financières en matière d'énergie ;

Vu l'Arrêté ministériel du 31 mars 2022 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 31 mars 2022 relatif à l'octroi de primes à l'amélioration de l'habitat ;

Considérant le remplacement du régime des primes régionales par un dispositif unique appelé « Renolution » ;

Considérant que le règlement communal du 27 avril 2015, modifié le 04 septembre 2017, le 12 février 2020 et le 14 octobre 2020, est basé sur les législations régionales antérieures (l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 mai 2002 relatif à l'octroi de primes à l'embellissement des façades, l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 octobre 2007 relatif à l'octroi de primes à la rénovation de l'habitat et l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 février 2012 relatif à l'octroi d'aides financières en matière d'énergie) ;

Considérant dès lors la nécessité d'abroger le règlement du 27 avril 2015, modifié le 04 septembre 2017, le 12 février 2020 et le 14 octobre 2020, et d'adopter un nouveau

règlement sur base des nouvelles dispositions régionales ;
Considérant d'autre part la volonté d'aider plus largement les citoyens tennoodois ;

Décide :

- o • D'abroger le règlement du 27 avril 2015, modifié le 04 septembre 2017, le 12 février 2020 et le 14 octobre 2020, sauf pour les demandes de primes introduites suite à l'octroi d'une prime par la Région de Bruxelles-Capitale en exécution de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 mai 2002 relatif à l'octroi de primes à l'embellissement des façades et/ou de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 octobre 2007 relatif à l'octroi de primes à la rénovation de l'habitat et/ou de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 février 2012 relatif à l'octroi d'aides financières en matière d'énergie ;
- o • D'adopter le règlement communal « Primes pour la rénovation des logements situés sur le territoire de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode » annexé à la présente décision ;
- o • De transmettre cette délibération à l'autorité de Tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Dienst voor Stadsvernieuwing ; « Premieloket » ; Nieuw gemeentereglement « Premies voor de renovatie van woningen gelegen op het grondgebied van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node ». Goedkeuring.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117 ;

Gelet op het Gemeentelijk reglement goedgekeurd door de Gemeenteraad in zitting van 27 april 2015 en de wijzigingen van 04 september 2017, 12 februari 2020 en 14 oktober 2020, met als titel "Premies voor de renovatie van woningen gelegen op het grondgebied van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node";

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 december 2021 tot opheffing van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 mei 2002 betreffende de toekenning van premies voor de verfraaiing van gevels, het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 oktober 2007 betreffende de toekenning van premies voor de renovatie van het woonmilieu, het ministerieel besluit van 19 juni 2002 betreffende de regels voor de toepassing van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 mei 2002 betreffende de toekenning van premies voor de verfraaiing van gevels en het ministerieel besluit van 21 september 2011 houdende de regels voor de toepassing van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 oktober 2007 betreffende de toekenning van premies voor renovatie van het woonmilieu ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 31 maart 2022 betreffende de toekenning van premies voor de verbetering van het woonmilieu ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 31 maart 2022 tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 9 februari 2012 betreffende de toekenning van financiële steun op het vlak van energie ;

Gelet op het ministerieel besluit van 31 maart 2022 houdende uitvoering van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 31 maart 2022 betreffende de toekenning van premies voor de verbetering van het woonmilieu ;

Overwegende de vervanging van het systeem van gewestelijke premies door één enkele voorziening, "Renolution" genaamd;

Overwegende dat het gemeentelijk reglement van 27 april 2015, gewijzigd op 04 september 2017, 12 februari 2020 en 14 oktober 2020, gebaseerd is op eerdere gewestelijke wetgevingen (het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 mei 2002 betreffende de toekenning van premies voor de verfraaiing van gevels, het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 oktober 2007 betreffende de toekenning van premies voor de renovatie van het woonmilieu en het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 9 februari 2012 betreffende de toekenning van financiële steun op het vlak van energie);

Overwegende bijgevolg dat het reglement van 27 april 2015, gewijzigd op 04 september 2017, 12 februari 2020 en 14 oktober 2020, dient te worden opgeheven en dat een nieuw reglement moet worden vastgesteld op basis van de nieuwe gewestelijke bepalingen;

Overwegende anderzijds de wens om de Tennoodse burgers in bredere zin te helpen;

Beslist :

- o • Om het reglement van 27 april 2015, gewijzigd op 04 september 2017, 12 februari 2020 en 14 oktober 2020 op te heffen, behalve voor de premieaanvragen ingediend ingevolge de toekenning van een premie door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in uitvoering van het besluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 mei 2002 betreffende de toekenning van premies voor de verfraaiing van gevels en/of het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 oktober 2007 betreffende de toekenning van premies voor de renovatie van het woonmilieu en/of het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 9 februari 2012 betreffende de toekenning van financiële steun op het vlak van energie ;
- o • Om het gemeentelijk reglement « Premies voor de renovatie van woningen gelegen op het grondgebied van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node » bijgevoegd bij deze beraadslaging goed te keuren ;
- o • Om deze beraadslaging door te zenden naar de Toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

5 annexes / 5 bijlagen

Reglement NL.pdf, 2022_08_29 Primes communales règlement.pdf, Reglement 10.2020.pdf, 2022-08-31 Rapport collège adoption nouveau règlement.pdf, Règlement 10.2020.pdf

14.09.2022/A/0008 **Tunnel Prairie - Place du Nord ; Fermeture travée piétonne Nord : Convention d'occupation avec infrabel.**

Le Conseil,

Vu l'arrêté de police du Bourgmestre du 25 mars 2022 relatif à la travée piétonne du tunnel de la Place du Nord, côté entrée Gare du Nord sise à 1210 Saint-Josseten-Noode ;

Vu la modification de cet arrêté de police du Bourgmestre du 21 juin 2022 ;

Considérant que l'accès de cette travée piétonne est interdite pour une durée d'un an ;

Considérant que pour marquer une présence communale dans ce lieu et permettre un contrôle social continu, il est proposé d'occuper cet espace en atelier/dépôt ;

Considérant qu'à ce titre, il y a lieu de passer une convention d'occupation précaire

avec Infrabel, le propriétaire d'infrastructure du tunnel ;
Considérant que la convention s'accompagne d'une rétribution d'un euro/an ;
Considérant que la présence de voies ferrées en partie supérieure impose une réglementation très stricte en terme de sécurité incendie ;
Vu la loi sur la police des chemins de fer du 27 avril 2018 ;
Considérant que les état des lieux de la travée ainsi que le contrat d'assurance incendie font partie intégrante de la convention d'occupation ;

Décide :

D'approuver et de charger le Collège de signer la convention d'occupation précaire du bien du domaine public
d'Infrabel (Travée 1 du Tunnel Place du Nord, côté Gare du Nord) ainsi que tous les actes y afférents.

**Tunnel Weide - Noordplein ; Afsluiting noordelijke voetgangersdoorgang :
Bezettingsovereenkomst met infrabel.**

De Raad,

Gelet op het politiebepsluit van de Burgemeester van 25 maart 2022 betreffende de voetgangersdoorgang van de tunnel op het Noordplein, aan de ingang van het Noordstation, gelegen te 1210 Sint-Joost-ten-Node ;
Gelet op de wijziging van dit politiebepsluit van de Burgemeester op 21 juni 2022 ;
Overwegende dat de toegang tot deze voetgangersdoorgang verboden is voor een periode van een jaar ;
Overwegende dat om op deze plaats een gemeentelijke aanwezigheid te voorzien en een voortdurende sociale controle mogelijk te maken, wordt voorgesteld om deze ruimte in te richten als atelier/opslagplaats ;
Overwegende dat hiertoe een tijdelijke bezettingsovereenkomst moet worden gesloten met Infrabel, de eigenaar van de tunnelinfrastructuur ;
Overwegende dat de overeenkomst vergezeld gaat van een retributie van één euro/jaar ;
Overwegende dat de aanwezigheid van spoorwegen in het bovenste gedeelte zeer strenge voorschriften oplegt inzake brandveiligheid ;
Gelet op de wet op de politie van de spoorwegen van 27 april 2018 ;
Overwegende dat de inventaris van de voetgangersdoorgang alsook het brandverzekeringscontract integraal deel uitmaken van de bezettingsovereenkomst ;

Beslist :

Om zijn goedkeuring te hechten aan en het College te belasten met de ondertekening van de overeenkomst voor tijdelijke bezetting van het goed van het openbaar domein van Infrabel (Doorgang 1 van de Tunnel Noordplein, kant Noordstation) en alle bijbehorende documenten.

4 annexes / 4 bijlagen

D_3535 Tubbel Bxl Nors 102500011.030.pdf, 2022-06-08 Rapport Conv Occup Infrabel.pdf, INFRABEL toelating tot preciaire bezetting.pdf, 2022-09-01 Fiche signalétique Infrabel.pdf

statuts ; approbation.

Le Conseil,

Vu l'article 117 et 120 § 2 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu les articles 5 et suivants de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

Vu le courriel transmis par la Régie communale autonome en date du 23 juin 2022 demandant à la Commune d'approuver les documents de la Régie communale autonome, tels que déjà approuvés par le Conseil d'administration de la Régie lors de sa réunion du 7 juin 2022 ;

Considérant que les documents dont question sont les comptes annuels 2021 et la décharge des administrateurs, le plan triennal de financement 2022-2024 et la modification des statuts de la Régie ;

Considérant que la Régie communale autonome transmet également pour information au Conseil communal d'une part, le rapport d'activités 2021, lequel comprend notamment l'évaluation du contrat de gestion et d'autre part, le rapport du Commissaire-réviseur ;

Considérant qu'il appartient pour le Conseil communal d'approuver les comptes annuels 2021 et la décharge des administrateurs, le plan triennal de financement 2022-2024, ainsi que les modifications statutaires de la Régie communale autonome et de prendre connaissance du rapport d'activités 2021 et du rapport du Commissaire-réviseur ;

Décide :

- D'approuver les pièces relatives à la Régie communale autonome, et notamment les comptes annuels 2021, le plan triennal de financement 2022-2024 ainsi que les nouveaux statuts, lesquelles sont annexées à la présente ;
- De mandater les représentants communaux au sein de l'assemblée générale de la Régie communale autonome aux fins de voter conformément à la décision prise précédemment ;
- De transmettre la présente délibération à la Régie communale autonome.

Autonome gemeentelijke regie ; jaarrekeningen 2021 en kwijting van de bestuurders, driejarig financieringsplan 2022-2024 en wijziging van de statuten; goedkeuring.

De Raad,

Gelet op artikel 117 en 120 § 2 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op artikelen 5 en volgende van de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten ;

Gelet op de e-mail doorgezonden door de Autonome gemeentelijke regie op 23 juni 2022 waarin de Gemeente wordt gevraagd om de documenten van de Autonome gemeentelijke regie goed te keuren, zoals reeds goedgekeurd door de Raad van Bestuur van de Regie tijdens zijn vergadering van 7 juni 2022 ;

Overwegende dat de documenten in kwestie de jaarrekeningen 2021 en de kwijting van de bestuurders betreffen, het driejarig financieringsplan 2022-2024 en de wijziging van de statuten van de Regie ;

Overwegende dat de Autonome gemeentelijke regie tevens het activiteitenrapport 2021, dat de evaluatie van de beheersovereenkomst bevat, en het verslag van de

Commissaris-revisor ter informatie aan de Gemeenteraad toezendt ;
Overwegende dat het de taak is van de Gemeenteraad om de jaarrekeningen 2021 en de kwijting van de bestuurders, het driejarig financieringsplan 2022-2024, alsook de statutenwijzigingen van de Autonome gemeentelijke regie goed te keuren en kennis te nemen van het activiteitenrapport 2021 en het verslag van de Commissaris-revisor ;

Beslist :

- Om de documenten goed te keuren betreffende de Autonome gemeentelijke regie, met name de jaarrekeningen 2021, het driejarig financieringsplan 2022-2024 en de nieuwe statuten, die bij deze beraadslaging werden gevoegd ;
- Om de gemeentelijke vertegenwoordigers te mandateren in de algemene vergadering van de Autonome gemeentelijke regie met het oog op de stemming overeenkomstig het eerder genomen besluit;
- Om deze beraadslaging door te zenden aan de Autonome gemeentelijke regie.

7 annexes / 7 bijlagen

Plan triennal 2022-2023 RCA.pdf, RCA Bilan interne du 24.05.2022 à 23.53.07.pdf, Rapport d'activités exercice 2021 et evaluation du contrat de gestion .pdf, email RCA 23 juin 2022.pdf, RCA_statuts version antérieure.DOC, RCA_statuts version finale CA du 25.02.2021 CA(2).doc, RCA ST JOSSE - Rapport du réviseur d'entreprise 2021 Signé.pdf

14.09.2022/A/0010 **Règlement-redevance pour les services techniques rendus par la Commune ; renouvellement.**

Le Conseil,

Vu les articles 170§4 et 173 de la Constitution;

Vu les articles 117 et 137bis de la Nouvelle loi communale ;

Vu le règlement-redevance pour les services techniques rendus par la Commune du 17 décembre 2008 tel que prolongé le 29 février 2012 et le 24 avril 2017 ;

Considérant que les services techniques rendus par le service Signalisation de la Commune engendrent un coût pour la Commune tant en terme de mobilisation de personnel astreint à ces tâches qu'en terme d'acquisition et d'entretien de matériel de signalisation ;

Considérant que les services prestés par le personnel précité est accompli exclusivement au bénéfice de la population et que le matériel précité est également acquis et entretenu financièrement par la Commune à cette fin ;

Que l'ensemble de ces frais justifie l'établissement d'une redevance en faveur de la Commune en contrepartie ;

Considérant que le règlement précité est arrivé à échéance et qu'il y a donc lieu d'en adopter un nouveau ayant le même objet ;

Considérant que tant les services proposés que les montants des redevances y relatives demeureront identiques ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide,

d'adopter le règlement-redevance pour les services techniques rendus par la Commune, comme suit :

Article 1 :

Cinq jours après la publication dudit règlement et pour une période de cinq ans, il sera perçu une redevance pour les services techniques rendus par la Commune.

Article 2 :

La redevance est due par la personne physique ou la personne morale qui introduit la demande préalable reprise à l'article 2 ou à la personne physique ou morale au bénéfice de qui est introduite pareille demande préalable et ce, en cas de présentation d'une procuration.

Article 3 :

Une demande préalable en autorisation pour une réservation d'emplacement doit être introduite auprès de l'Administration communale. La demande doit être effectuée trois jours ouvrables avant la date souhaitée, auprès du Secrétariat communal et ce, par la personne physique ou la personne morale qui introduit la demande.

Article 4 :

La redevance est fixée comme suit :

- 37 € pour une réservation d'emplacements réservés lors d'un événement et ce, en fonction du nombre de véhicules (6 à 8) ;
- 12,50 € (personne physique) et 62 € (société) pour la réservation d'emplacements en cas de déménagement, de livraison de combustible ou de carburant et pour la location journalière d'une barrière nadar ;
- 18,50 € par journée supplémentaire de réservation (une journée supplémentaire débute à 7h et se termine à 19h).

Les montants sont justifiés pour le placement et l'enlèvement du matériel de signalisation aux endroits qui s'imposent, sans tenir compte du nombre d'heures, pour autant que la durée totale de l'utilisation ne dépasse pas 24h.

Article 5 :

La redevance est payable au moment de la demande de réservation auprès du service repris à l'article 2. La preuve du paiement de la redevance est constatée par un reçu délivré lors du paiement.

Article 6 :

A défaut de paiement, la redevance sera récupérée, conformément à l'article 137bis de la Nouvelle Loi communale.

Article 7 :

Tout contrevenant au présent règlement et notamment la réservation d'emplacement sans autorisation sera puni, sans préjudice au paiement du droit dû, d'une majoration égale à ce droit.

Article 8 :

Les agents assermentés de la Commune ont qualité pour constater les contraventions au présent règlement.

**Vergoedingsreglement voor de technische diensten geleverd door de gemeente ;
hernieuwing.**

De Gemeenteraad,

Gelet op artikelen 170, §4 en 173 van de Grondwet;
Gelet op artikelen 117 en 137bis van de Nieuwe Gemeentewet;
Gelet op het vergoedingsreglement op de technische diensten door de gemeente van 17 december 2008 en verlengd op 29 februari 2012 en 24 april 2017;
Overwegende dat de technische diensten geleverd door de dienst Signalisatie van de Gemeente kosten met zich meebrengen voor de gemeente, zowel voor wat betreft de mobiliteit van het personeel dat belast is met deze taken als voor aankopen en onderhoud van het signalisatiemateriaal;
Overwegende dat de diensten gepresteerd door het voornoemde personeel uitsluitend gemaakt worden ten behoeve van de bevolking en dat het voornoemde materiaal eveneens voor dit doel wordt aangekocht en financieel onderhouden door de gemeente;
Dat al deze kosten in ruil hiervoor rechtvaardigen van een vergoeding ten gunste van de Gemeente;
Overwegende dat het voornoemde reglement zijn vervaldatum heeft bereikt en dat er een nieuw dient te worden goedgekeurd met hetzelfde voorwerp;
Overwegende dat zowel de voorgestelde diensten als de bedragen van de vergoedingen in verband daarmee gelijk blijven;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

Beslist,

het vergoedingsreglement voor de technische diensten geleverd door de gemeente als volgt goed te keuren :

Artikel 1:

Vijf dagen na de bekendmaking van dit reglement en voor een periode van vijf jaar zal er een vergoeding geïnd worden voor de technische diensten geleverd door de Gemeente.

Artikel 2:

De vergoeding is verschuldigd door de natuurlijke- of rechtspersoon die de voorafgaande aanvraag indient vermeld in artikel 2 of de natuurlijke- of rechtspersoon ten gunste waarvan een dergelijke voorafgaande aanvraag wordt ingediend, en dit in geval van voorlegging van een volmacht.

Artikel 3:

Een aanvraag voor het bekomen van een toelating voor het voorbehouden van een parkeerplaats moet op voorhand ingediend worden bij het Gemeentebestuur. Het verzoek dient te geschieden drie werkdagen voor de gewenste datum bij het Gemeentesecretariaat, en dit door de natuurlijke- of de rechtspersoon die de aanvraag indient.

Artikel 4:

De vergoeding wordt als volgt bepaald:

- 37 € voor het voorbehouden van een parkeerplaats voor een evenement en dit in functie van het aantal auto's (6 tot 8);
- 12,50 € (natuurlijke persoon) en 62€ (bedrijven) voor het voorbehouden van een parkeerplaats voor een verhuis, voor de levering van brandstof en het dagelijks huren van een nadarafsluiting;
- 18,50 € per bijkomende dag van voorbehouden (een bijkomende dag begint vanaf 7u tot 19u);

De vergoedingen zijn gerechtvaardigd voor het plaatsen en wegnemen van signalisatiemateriaal op plaatsen waar het nodig is, zonder rekening te houden met het aantal uren, voor zover de totale gebruiksduur de 24u niet overschrijdt.

Artikel 5:

De vergoeding is verschuldigd op het moment van de aanvraag tot reservering bij de dienst vermeld in artikel 2. Het betalingsbewijs van de vergoeding wordt vastgesteld door een ontvangstbewijs afgeleverd bij de betaling.

Artikel 6:

Bij afwezigheid van betaling zal de vergoeding ingevorderd worden volgens artikel 137 bis van de Nieuwe Gemeentewet.

Artikel 7:

Elke overtreder van dit reglement en met name de reservering van plaatsen zonder toestemming zal worden gestraft, zonder afbreuk te doen aan de betaling van de verschuldigde vergoeding, van een vermeerdering gelijk aan dit bedrag.

Artikel 8:

De beëindigde ambtenaren van de gemeente zijn bevoegd om de overtredingen van onderhavig reglement vast te stellen.

*1 annexe / 1 bijlage
Reglement 2017.pdf*

14.09.2022/A/0011

Patrimoine communal; arrêté du 27 juin 2014 du gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale relatif aux règles applicables aux logements mis en location par des opérateurs immobiliers publics et les agences immobilières sociales; rapport annuel 2021.

Le Conseil,

Vu l'arrêté du 27 juin 2014 du gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale relatif aux règles applicables aux logements mis en location par des opérateurs immobiliers publics et les agences immobilières sociales;

Vu l'article 14 du règlement d'attribution des logements relevant du patrimoine privé communal qui stipule que : « *le Collège des Bourgmestre et Échevins fait rapport annuellement de ses décisions d'attribution au Conseil communal. Le rapport annuel mentionne, pour chaque logement attribué, les candidats locataires retenus en application des articles 6 et 7, le calcul qui a permis de départager les candidats locataires ou, le cas échéant, les motivations qui ont justifié le recours à l'article 10, le nom du locataire retenu, ainsi que les caractéristiques du ménage et du logement* »;

Vu l'article 32 §3 du Code du Logement qui stipule que: « *l'opérateur immobilier public fait rapport annuellement de ses décisions d'attribution à l'organe qui a édicté le Règlement d'attribution prévu à l'article 27. Ce rapport mentionne les noms des demandeurs retenus en application de l'article 30, §1er; pour chaque logement attribué, le calcul qui a permis de départager les demandeurs ou, le cas échéant, les motivations qui ont justifié le recours à l'article 31, le demandeur finalement retenu et les caractéristiques de son ménage et du logement* »;

Considérant que l'administration communale disposait, en 2021, d'un patrimoine privé de 376 logements occupés ou habitables et que pour se conformer aux législations supra, il convient que le Collège des Bourgmestre et Échevins présente un rapport à l'organe qui a édicté le règlement d'attribution à savoir le Conseil communal;

Décide:

D'approuver le rapport annuel des attributions 2021 du Département des Propriétés communales.

Gemeentelijk patrimonium; besluit van 27 juni 2014 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende de regels die van toepassing zijn op de woningen die door openbare vastgoedoperatoren en door sociale verhuurkantoren te huur worden gesteld; jaarlijks rapport 2021.

De Raad,

Gelet op het besluit van 27 juni 2014 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende de regels die van toepassing zijn op de woningen die door openbare vastgoedoperatoren en door sociale verhuurkantoren te huur worden gesteld;

Gelet op artikel 14 van het toewijzingsreglement van de woningen uit het gemeentelijk privé-patrimonium dat bepaalt: *«het College van Burgemeester en Schepenen brengt jaarlijks verslag uit van zijn toewijzingsbeslissingen aan de gemeenteraad. Het jaarverslag vermeldt voor iedere toegekende woning de kandidaat-huurders die gekozen werden in toepassing van artikel 7, de berekening op basis waarvan er gekozen werd tussen de kandidaat-huurders of in voorkomend geval de motivering die aan de basis ligt van de toepassing van artikel 10, de naam van de geselecteerde huurder en de kenmerken van diens gezin en de woning.»*;

Gelet op artikel 32 §3 van de Huisvestingscode die bepaalt dat: *«de openbare vastgoedoperator bezorgt jaarlijks een verslag over zijn beslissingen tot toewijzing aan het orgaan dat het in artikel 27 bedoelde Toewijzingsreglement heeft uitgevaardigd. Dat verslag vermeldt de namen van de aanvragers die gekozen werden overeenkomstig artikel 30, § 1, voor elke toegewezen woning, de berekening die een rangschikking van de aanvragers mogelijk heeft gemaakt of, in voorkomend geval, de redenen die de toepassing van artikel 31 gerechtvaardigd hebben, de uiteindelijk gekozen aanvrager en de kenmerken van zijn gezin en van de woning.»*

Overwegende dat het gemeentebestuur in 2021 beschikte over een privé-patrimonium van 376 bezette of bewoonbare woningen en dat om zich te houden aan de bovenstaande wetgeving, het College van Burgemeester en Schepenen een verslag dient voor te leggen aan het orgaan dat het toewijzingsreglement heeft uitgevaardigd, namelijk de Gemeenteraad;

Beslist:

Om het jaarverslag goed te keuren van de toewijzingen 2020 van het Departement Gemeentelijke Eigendommen.

*1 annexe / 1 bijlage
Rapport annuel 2021.xlsx*

14.09.2022/A/0012 **Adhésion à la centrale d'achat de l'intercommunale Sibelga; Avenant à la convention de mise à disposition d'un service de comptabilité énergétique (Programme Renoclick).**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 236 relatif aux compétences du Collège des Bourgmestres et Echevins et ses modifications ultérieures

;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles-Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 24bis ;

Considérant que l'article 2,6° de la loi du 17 juin 2016 permet à une centrale d'achat, pouvoir adjudicateur, de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des pouvoirs adjudicateurs ;

Considérant que l'article 47, §2, de la loi du 17 juin 2016 prévoit qu'un pouvoir adjudicateur recourant à une centrale d'achat est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation ;

Qu'en vertu de l'article 47,4§, de la loi de juin 2016, un pouvoir adjudicateur bénéficiaire peut, sans appliquer les procédures prévues par la loi du 17 juin 2016, attribuer à une centrale d'achat un marché public de services pour la fourniture d'activités d'achat centralisées; que ces marchés publics de services peuvent également comprendre la fourniture d'activités auxiliaires ;

Considérant que la convention d'adhésion à la centrale d'achat de l'intercommunale Sibelga pour l'accompagnement des pouvoirs publics locaux et régionaux en vue de la rénovation énergétique de bâtiments ou du déploiement d'installations de production d'électricité verte (Programme enoClick) a été approuvée par le Conseil communal en date du 30 mars 2022 ;

Considérant l'avenant à la convention de mise à disposition d'un service de comptabilité énergétique ;

Décide:

- d'approuver l'avenant à la convention de mise à disposition d'un service de comptabilité énergétique ;
- d'approuver le règlement régissant cette centrale d'achat ;
- d'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre et le Secrétaire Communal, à réaliser tous les actes s'y rapportant.

Toetreding tot aankoopcentrale van de intercommunale Sibelga; Aabhängsel van de overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van een dienst energieboekhouding (Renoclick).

De Raad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 236, betreffende de bevoegdheden van het Colege van Burgemeester en Wethouders ;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen ;

Gelet op het decreet en ordinantie van 16 mei 2019 van Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse

Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen ;
Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten ;
Gelet op het Koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassiek sectoren ;
Gelet op het Koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;
Gelet op het ordonnantie van 19 juli 2001, aan de organisatie van de betreffende van de electriciteit aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, inzonderheid artikel 24bis ;
Overwegende dat artikel 2,6° van de wet van 17 juni 2016 een aankoopcentrale, aanbestedende overheid, toelaat opdrachten te plaatsen met betrekking tot werken leveringen en diensten die bestemd zijn voor aanbestedende overheden ;
Gelet op artikel 47 §2 van de wet van 17 juni 2016 waarin wordt bepaald dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een opdrachten centrale vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren ;
Overwegende dat krachtens artikel 47, §4 van de wet van 17 juni 2016, een begunstigde aanbestedende overheid, zonder de procedures toe te passen voorzien door de wet van 17 juni 2016, aan een opdrachtcentrale een overheidsopdracht voor diensten mag gunnen voor de levering van gecentraliseerde aankoopactiviteiten; dat die overheidsopdrachten voor diensten eveneens de levering van de ondersteunende aankoopactiviteiten kunnen ontvatten ;
Overwegende dat de toetreding tot aankoopcentrale van de intercommunale Sibelga voor de begeleiding van de lokale en gewestelijke openbare besturen met het oog op de energetische renovatie van gebouwen of de implementatie van installaties voor de productie van groene stroom is goedgekeurd ;
Overwegende de aanhangsel van de overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van een dienst energieboekhouding ;

Besluit:

- Het aanhangsel van de overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van een dienst energieboekhouding goed te keuren
- Het reglement goed te keuren dat die opdrachtcentrale regelt ;
- Toelaten Het College van Burgmeester en Wethouders, vertegenwoordigd door de Burgmeester en de Gemeentesecretaris, te machtigen tot het verrichten van alle daarmee verband houdende handelingen.

5 annexes / 5 bijlagen

DC NRClick NL.pdf, Avenant convention NRClick Scan_FR.pdf, DC NRClick FR.pdf, Avenant convention NRClick Scan_NL.pdf, Rapport-Avenant - NRClick.pdf

14.09.2022/A/0013

Marché pour l'acquisition et entretien d'un camion benne basculante polyvalent pour la Propreté Publique ; Approbation des conditions et du mode de passation ; Procédure négociée directe avec publication préalable ; estimation de 254.100,00 € TVAC.

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire

Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;
Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;
Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, §1, 1° (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 215.000,00 €) ;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;
Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, et ses modifications ultérieures ;
Vu l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, et ses modifications ultérieures ;
Considérant le cahier des charges N° 2022/4268 relatif au marché "Marché pour l'acquisition et entretien d'un camion benne basculante polyvalent pour la Propreté Publique" établi par le Département des Travaux Publics ;
Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 254.100,00 € (21% TVA comprise) (pour la fourniture et les entretiens);
Considérant qu'une partie des coûts sera subsidiée par l'autorité subsidiaire de la Région de Bruxelles-Capitale - Bruxelles Propreté, pour un montant de 160.000,00 € ;
Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;
Considérant que le crédit permettant cette dépense relative à l'acquisition du camion benne basculante polyvalent, estimé à 229.900,00 euros tva comprise est inscrit à l'article 8760-743-53 du budget extraordinaire de l'exercice 2022, et sera financé par emprunt ;
Considérant que le crédit permettant la dépense relative aux entretiens, estimé à 4.840,00 euros tva comprise par an pour ceux du camion à 3.630,00 euros tva comprise et la saleuse à 1.210,00 euros tva comprise du budget ordinaire des exercices 2023 et suivants à l'article 8760-127-06 et pour diverses fournitures (non encore précisé) à l'article 8760-127-02 sous réserve d'approbation du budget par le Conseil communal et l'autorité de Tutelle;

Décide

- d'approuver le cahier des charges N° 2022/4268 et le montant estimé du marché "Marché pour l'acquisition et entretien d'un camion benne basculante polyvalent pour la Propreté Publique", établis par le Département des Travaux Publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 254.100,00 € (21% TVA comprise) (pour la fourniture et les entretiens);
- de passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable ;
- de solliciter une subvention pour ce marché auprès de l'autorité subsidiaire de la Région de Bruxelles Capitale – Bruxelles Propreté pour un montant de 160.000,00 € ;
- de compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national ;
- de transmettre cette délibération en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale ;
- de financer cette dépense la dépense relative à l'acquisition du camion benne basculante polyvalent, estimée à 229.900,00 € TVAC à l'article 8760/743/53 du budget extraordinaire de l'exercice 2022 pour la fourniture;
- de financer la dépense relative à l'acquisition du camion benne basculante polyvalent par emprunt pour la partie non couverte par le subside ;

- de financer la dépense relative aux entretiens, estimée 4.840,00 euros tva comprise par an pour ceux du camion à 3.630,00 euros tva comprise et la saleuse à 1.210,00 euros tva comprise du budget ordinaire des exercices 2023 et suivants à l'article 8760-127-06 et pour diverses fournitures (non encore précisé) à l'article 8760-127-02 sous réserve d'approbation du budget par le Conseil communal et l'autorité de Tutelle.

Opdracht voor de levering en onderhoud van een multifunctionele kiepwagen voor de Openbare Netheid; Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze ; Vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking ; raming van 254.100,00 € btw inbegrepen.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 1° (het geraamde bedrag excl. btw bereikt de drempel van 215.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998, houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en zijn wijzigingen;

Gelet op het Regeringsbesluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 16 juli 1998, betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht en zijn wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht "Opdracht voor de levering en onderhoud van een multifunctionele kiepwagen voor de openbare netheid" een bestek met nr. 2022/4268 werd opgesteld door Afdeling Openbare Werken;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 254.100,00 € (21% BTW inclusief) (voor de levering en onderhouden);

Overwegende dat een deel van de kostprijs gesubsidieerd wordt door instantie Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Brusselse netheid, voor een bedrag van 160.000,00 €;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat het krediet dat deze uitgaven in verband met de aankoop van de multifunctionele kiepwagen mogelijk maakt, geraamd op 229.900,00 euro incl. btw, is opgenomen in artikel 8760-743-53 van de buitengewone begroting voor het jaar 2022, en met geleend geld zal worden gefinancierd;

Overwegende dat het krediet voor de uitgaven in verband met onderhoud, geraamd op 4.840,00 euro incl. BTW per jaar voor die van de vrachtwagen op 3.630,00 euro incl. BTW en de strooier op 1.210,00 euro incl. BTW van de gewone begroting van de begrotingsjaren 2023 en volgende in artikel 8760-127-06 en voor diverse (nog niet

gespecificeerde) leveringen in artikel 8760-127-02 onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting door de gemeenteraad en de toezichthoudende overheid;

Beslist :

- goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. 2022/4268 en de raming voor de opdracht "Opdracht voor de levering en onderhoud van een multifunctionele kiepwagen voor de openbare netheid", opgesteld door Afdeling Openbare Werken. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 254.100,00 € (21% BTW inclusief) (voor de levering en onderhouden);
- bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;
- een subsidie zal aangevraagd worden bij de subsidiërende instantie Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Brusselse netheid voor een bedrag van 160.000,00 € BTW inclusief;
- de aankondiging van de opdracht wordt ingevuld en bekendgemaakt op nationaal niveau;
- deze beraadslaging in tweevoud met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken;
- ter financiering van deze uitgaven de uitgaven in verband met de aankoop van de multifunctionele kiepwagen, geraamd op 229.900,00 euro BTW, opgenomen in artikel 8760/743/53 van de buitengewone begroting voor het begrotingsjaar 2022 voor de levering;
- de uitgaven in verband met de aanschaf van de multifunctionele kiepwagen te financieren door leningen aan te gaan voor het gedeelte dat niet door de subsidie wordt gedekt;
- de uitgaven in verband met het onderhoud, geraamd op 4.840,00 euro incl. BTW per jaar voor die van de vrachtwagen op 3.630,00 euro incl. BTW en de zoutstrooier op 1.210,00 euro incl. BTW te financieren uit de gewone begroting voor de begrotingsjaren 2023 en volgende op artikel 8760-127-06 en voor diverse (nog niet gespecificeerde) leveringen op artikel 8760-127-02 onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting door de gemeenteraad en de toezichthoudende overheid.

4 annexes / 4 bijlagen

2022-4268-AvisPublication.pdf, 2022_06_23_CCH - Modele 3P.pdf, 2022-4268-FournitureCamionBennePolyvalent.pdf, 2022_06_23_Bestek - Model 3P.pdf

14.09.2022/A/0014 **Fixation des conditions d'octroi de l'intervention communale dans les frais d'inscription des jeunes à un club sportif ; saison 2022-2023.**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment l'article 117 ;
Vu la décision du Conseil communal du 15 septembre 2021 relative aux conditions d'octroi de l'intervention communale dans les frais d'inscription des jeunes à un club sportif pour la saison 2021-2022 ;
Vu le montant de 130.000 euros prévu au budget 2022 à l'article budgétaire 7642/331/01 pour l'intervention communale dans les frais d'inscription des jeunes à un club sportif ;
Vu la nécessité de fixer des conditions d'octroi pour la nouvelle saison 2022-2023 ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide:

- De fixer les conditions d'octroi pour l'intervention communale dans les frais d'inscription des jeunes à un club sportif pour la saison 2022- 2023, et ce pour les jeunes âgés de 4 à 18 ans et domiciliés dans la Commune de Saint-Josse-ten-Node ;
- D'octroyer une intervention communale à concurrence de 75% du prix de l'affiliation à un club de sports, avec un montant maximum de 260 euros pour chaque jeune dont les parents bénéficient de revenus correspondant aux conditions d'allocations d'études secondaires ;
- D'octroyer une intervention communale à concurrence de 75% du prix de l'affiliation à un club de sports, avec un montant maximum de 200 euros pour chaque jeune dont les parents bénéficient de revenus supérieurs correspondant aux conditions d'allocations d'études secondaires ;
- De limiter le dépôt des dossiers au Département Sports dans une période comprise entre le 19 septembre 2022 et le 2 juin 2023 inclus ;
- D'approuver chaque dossier à la condition que les documents repris ci-après accompagnent chaque demande :
 - ° la composition de ménage datant de moins de 3 mois
 - ° la preuve de paiement de l'affiliation au club
 - ° Une copie de l'avertissement extrait de rôle revenu de l'impôt 2020, exercice d'imposition 2021.
- Ce document n'est pas à joindre à la demande de l'intervention communale si
 - le montant de la cotisation au club est inférieur à 267,- euros
 - le ménage bénéficie de revenus supérieurs aux conditions d'octroi d'allocations d'études secondaires et/ou ne souhaite pas remettre le document susmentionné. Dans ce cas, l'intervention communale sera limitée à un montant maximum de
 - 200,- euros
- De maintenir le système de paiement direct sur le compte bancaire du représentant légal du jeune ;
- L'intervention communale s'inscrira dans les limites des crédits disponibles au budget approuvé par le Conseil communal et sera imputée à l'article 7642/331/01 de l'exercice ordinaire 2022, et ce sous réserve de la décision de l'autorité de tutelle afférente à la présente décision.

Vaststelling van de toekenningsvoorwaarden van de gemeentelijke tussenkomst bij de inschrijvingskosten van jongeren bij een sportvereniging ; seizoen 2022-2023.

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117 ;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 15 september 2021 betreffende de toekenningsvoorwaarden voor de gemeentelijke tussenkomst bij de inschrijvingskosten van jongeren bij een sportvereniging voor het seizoen 2021-2022 ;

Gelet op het bedrag van 130.000 euro voorzien in de begroting 2022 op begrotingsartikel 7642/331/01 voor de gemeentelijke tussenkomst bij de inschrijvingskosten van jongeren bij een sportvereniging ;

Gelet op de noodzaak om toekenningsvoorwaarden vast te stellen voor het nieuwe seizoen 2022-2023 ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Beslist:

- Om de toekenningsvoorwaarden vast te stellen voor de gemeentelijke tussenkomst bij de inschrijvingskosten van jongeren bij een sportvereniging ; seizoen 2022-2023, en dit voor jongeren van 4 tot 18 jaar en gedomicilieerd in de Gemeente Sint-Joost-ten-Node ;
- Om een gemeentelijke tussenkomst toe te kennen ten belope van 75% van het lidgeld voor een sportvereniging, met een maximumbedrag van 260 euro voor

iedere jongere waarvan de ouders inkomens genieten die overeenstemmen met de voorwaarden voor studiebeurzen voor het secundair onderwijs ;

- Om een gemeentelijke tussenkomst toe te kennen ten belope van 75% van het lidgeld voor een sportvereniging, met een maximumbedrag van 200 euro voor iedere jongere waarvan de ouders inkomens genieten die hoger dan de overeenstemmen met de voorwaarden voor studiebeurzen voor het secundair onderwijs ;

- Om de indiening van dossiers bij het Departement Sport te beperken tot de periode van 19 september 2022 tot en met 2 juni 2023;

- Om elk dossier goed te keuren op voorwaarde dat de hieronder vermelde documenten bij iedere aanvraag worden gevoegd:

° de gezinssamenstelling van minder dan 3 maanden geleden

° het betalingsbewijs van aansluiting bij de vereniging

° Een kopie van het aanslagbiljet inkomsten 2020, aanslagjaar 2021

Dit document moet niet bij de aanvraag tot gemeentelijke tussenkomst worden gevoegd indien

- Het bedrag voor de aansluiting bij de vereniging lager ligt dan 267,- euro.

- Het gezin inkomsten geniet die hoger liggen dan de toekenningsvoorwaarden voor studiebeurzen voor het secundair onderwijs en/of het

voornoemde aanslagbiljet niet wenst in te dienen. In dat geval zal de gemeentelijke tussenkomst worden beperkt tot een

maximumbedrag van 200,- euro

- Om het systeem te handhaven van rechtstreekse betaling op de bankrekening van de wettelijke verantwoordelijke van de jongere.

- De gemeentelijke tussenkomst blijft binnen de grenzen van de beschikbare kredieten in de begroting goedgekeurd door de Gemeenteraad en zal worden geboekt op artikel 7642/331/01 van het gewone begrotingsjaar 2022, en dit onder voorbehoud van de beslissing van de toezichthoudende overheid betreffende dit besluit.

2 annexes / 2 bijlagen

nl 15.09.2021.pdf, fr 15.09.2021.pdf

14.09.2022/A/0015 **Contrat de sécurité et de prévention ; convention 2022 entre le Commune et l'asbl Transit.**

Le Conseil communal,

Vu que les Plans Stratégiques de Sécurité et de Prévention conclus entre l'Etat fédéral et la Commune de Saint-Josse-ten-Noode sont prolongés jusqu'au 31/12/2024 ;

Vu qu'une partie des subsides, dans le cadre de la prolongation de ces plans, est destinée à l'asbl Transit pour mener à bien ses missions qui consistent à :

- être un centre de crise et d'urgence pour les usagers de drogues ;

- être un centre d'hébergement de courte durée, à bas seuil d'accès ouvert 24 heures sur 24 et fonctionnant 7 jours sur 7 ;

- être un centre d'accueil et d'orientation ;

- proposer une aide sociale, psychologique et administrative ;

- accompagner les usagers de drogues dans les démarches nécessaires à l'amélioration de leurs conditions socio-économiques et à leur intégration sociale ;

Vu que, pour l'année 2022, la partie de subside à transférer à l'asbl Transit est de 13.457,32 € ;

Considérant le travail effectué par l'asbl Transit dans le cadre des Plans Stratégiques de Prévention et de Sécurité,

Décide :

D'adopter, pour l'année 2022, la convention entre la Commune de Saint-Josse-ten-Noode et l'asbl Transit.

Preventie- en Veiligheidscontract ; overeenkomst 2022 tussen de Gemeente et de vzw Transit.

De Gemeenteraad,

Gezien dat de Strategische Veiligheids- en Preventie Plannen gesloten tussen de Gemeente en de vzw Transit verlengd zijn tot het 31/12/2024 ;

Gezien op grond van deze verlenging een deel van de door de Gemeente ontvanger volgende doelstellingen te voldoen :

- een spoed- en crisiscentrum bieden voor druggebruikers ;
- op laagdrempelige wijze onderdak bieden voor korte termijn, een dienst die op elk moment beschikbaar is ;
- een centrum voor onderdak en oriëntatie bieden ;
- sociale, psychologische en administratieve bijstand bieden ;
- druggebruikers bijstaan in de stappen die leiden naar een verbetering van hun sociale en sociale integratie ;

Gezien voor het jaar 2022 de aan vzw Transit over te dragen subsidie €13.457,32 bedragen ;
Overwegende het door vzw Transit gerealiseerde werk binnen het kader van de Strategische Veiligheids- en Preventie Plannen ;

Beslist :

De overeenkomst voor het jaar 2022 tussen de Gemeente Sint-Joost-ten-Node en de vzw Transit ;

5 annexes / 5 bijlagen

courrier prolongation PSSP 2022-2024 nl.pdf, arrêté prolongation PSSP jusqu'au 31 décembre 2022.pdf, 4 - Convention - Saint-Josse - 2022 - NL.pdf, 4 - Convention - Saint-Josse - 2022 - FR.pdf, courrier prolongation PSSP 2022-2024 fr.pdf

14.09.2022/A/0016

Convention entre le Centre Hospitalier Universitaire Saint-Pierre et la commune concernant l'utilisation de la morgue; exercice 2022.

Le Conseil,

Vu sa délibération du 13 janvier 2021 par laquelle il adopte la convention entre le Centre Hospitalier Universitaire Saint-Pierre et la Commune concernant l'utilisation de la morgue afin d'accueillir les dépouilles mortelles ;

Attendu qu'il y a lieu de renouveler cette convention;

Vu le projet de convention 2022 à un prix forfaitaire (factures de 2021 majorées de la TVA à 6%) ;

Décide :

d'approuver la convention pour l'année 2022 entre le CHU Saint-Pierre sis rue Haute, 322 à 1000 Bruxelles et la Commune de Saint-Josse-ten Noode concernant l'utilisation de la morgue afin d'accueillir les dépouilles mortelles.

Overeenkomst tussen het Universitair Medisch Centrum Sint-Pieter en de gemeente betreffende het gebruik van het mortuarium ; dienstjaar 2022.

De Gemeenteraad,

Gelet op de beraadslaging van 13 januari 2021 waarbij de Gemeenteraad beslist heeft om de Overeenkomst tussen de Universiteit Medisch Centrum Sint-Pieter en de Gemeente betreffende het gebruik van het mortuarium voor het dienstjaar 2021 goed te keuren ;

te keuren ;
Overwegende dat voorgenoemde overeenkomst dient hernieuwd te worden ;
Gelet op het ontwerp van overeenkomst voor 2022 voor een forfaitair bedrag (facturen van het jaar 2021 verhoogd met BTW van 6%) ;

Beslist :

Om de overeenkomst voor het jaar 2022 tussen het Universiteit Medisch Centrum Sint-Pieter, gelegen te Hoogstraat 322 te 1000 Brussel en de Gemeente voor het gebruik van het mortuarium teneinde stoffelijke resten te ontvangen, goed te keuren.

1 annexe / 1 bijlage

Convention (signée par CHU) morgue 2022.pdf

14.09.2022/A/0017 **Création d'un Conseil Consultatif de la Personne en Situation de Handicap.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment l'article 120bis ;

Considérant que le Conseil communal est compétent pour instituer des conseils consultatifs chargés de rendre un avis sur une ou plusieurs questions déterminées;

Considérant que toutes les personnes en situation de handicap doivent pouvoir jouir de leurs droits dont le droit à l'égalité et à la non-discrimination, le droit à l'accessibilité, le droit à l'égalité devant la loi, le droit à la liberté et à la sécurité de la personne, le droit à se loger de manière autonome et à participer à la société, le droit à l'enseignement, le droit de travailler ;

Considérant que les personnes en situation de handicap ont le droit à des aménagements raisonnables destinés à surmonter les obstacles qui les empêchent d'exercer leurs droits ;

Considérant qu'il convient d'instituer un conseil consultatif de la personne en situation de handicap ;

Considérant que cet organe consultatif poursuivra notamment les missions suivantes :

- rendre un avis sur toutes les questions d'intérêt communal qui lui seraient soumises par le Conseil communal liées, directement ou indirectement à la planification, à la mise en œuvre, au suivi, à l'évaluation de chaque action politique et sociale visant l'égalité et l'inclusion de la personne en situation de handicap ;
- d'être le lieu d'information, de réflexion, de débat sur toutes les questions d'intérêt communal liées, directement ou indirectement, à la personne en situation de handicap sur le territoire communal;
- de permettre à ses membres de suggérer et de proposer aux autorités communales toutes initiatives susceptibles de rencontrer les préoccupations des citoyens, résidents de la commune en situation de handicap, en vue d'améliorer leur autonomie et leur qualité de vie.

Considérant l'importance pour la Commune de bénéficier de l'avis d'un tel organe dans le cadre de l'exercice de l'ensemble de ses compétences, lesquelles incluent une interaction avec un nombre important de citoyens dont certains en situation de handicap ;

Considérant qu'un tel Conseil permettrait aux personnes en situation de handicap de s'intégrer et participer plus activement à la vie communale ;

Qu'il a pour mandat de mieux faire connaître, comprendre et prendre en compte la

situation et les préoccupations des personnes en situation de handicap dans la Commune de Saint-Josse-ten-Noode ;

Décide :

D'instituer à dater du 14 septembre 2022 le Conseil consultatif communal de la personne en situation de handicap (CCCPSH) et d'adopter le règlement de fonctionnement y afférent, lequel est joint en annexe de la présente.

Oprichting van een Adviesraad voor Personen met een Handicap.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 120*bis* ;

Overwegende dat de Gemeenteraad bevoegd is om adviesraden op te richten om advies uit te brengen over een of meer specifieke kwesties ;

Overwegende dat alle personen met een handicap hun rechten moeten kunnen genieten, waaronder het recht op gelijkheid en non-discriminatie, het recht op toegankelijkheid, het recht op gelijkheid voor de wet, het recht op vrijheid en veiligheid van de persoon, het recht op zelfstandig leven en participatie in de samenleving, het recht op onderwijs en het recht op arbeid ;

Overwegende dat personen met een handicap recht hebben op redelijke aanpassingen om belemmeringen voor de uitoefening van hun rechten weg te nemen;

Overwegende dat er een adviesraad voor personen met een handicap moet worden opgericht ;

Overwegende dat dit adviesorgaan met name de volgende taken zal vervullen :

- advies uitbrengen over alle aangelegenheden van gemeentelijk belang die hem door de Gemeenteraad worden voorgelegd en die rechtstreeks of onrechtstreeks verband houden met de planning, de uitvoering, de opvolging en de evaluatie van elke politieke en sociale actie die gericht is op de gelijkheid en de integratie van personen met een handicap ;
- een plaats zijn voor informatie, bezinning en debat over alle aangelegenheden van gemeentelijk belang die rechtstreeks of onrechtstreeks verband houden met personen met een handicap op het gemeentelijk grondgebied ;
- haar leden in staat stellen aan de gemeentelijke autoriteiten alle initiatieven te adviseren en voor te stellen die tegemoet kunnen komen aan de wensen van de burgers, inwoners van de gemeente met een handicap, met het oog op de verbetering van hun autonomie en hun levenskwaliteit.

Overwegende het belang voor de Gemeente om het advies van een dergelijk orgaan in te winnen in het kader van de uitoefening van al haar bevoegdheden, hetgeen tevens de interactie inhoudt met een groot aantal burgers, waaronder sommigen met een handicap ;

Overwegende dat een dergelijke Raad personen met een handicap in staat zou stellen te integreren en actiever deel te nemen aan het gemeenschapsleven;

Dat haar opdracht erin bestaat de situatie en de bezorgdheden van personen met een handicap beter bekend te maken, te begrijpen en in aanmerking te nemen in de Gemeente Sint-Joost-ten-Node;

Beslist :

Om met ingang van 14 september 2022 de Gemeentelijke Adviesraad voor personen met een Handicap (GAPH) op te richten en het hierbij gevoegde werkingsreglement

vast te stellen.

6 annexes / 6 bijlagen

Annexe 1 - Statut CCCSPH 2022- FR.pdf, Annexe 2 - appel à candidatures et descriptif du CCCSPH 2022 -2024 -NL.pdf, Annexe 1- Statut CCCSPH 2022 - NL.pdf, Annexe 3- Formulaire candidature 2022 pour CCCPSH - NL.pdf, Annexe 2- appel à candidatures et decriptif du CCCSPH 2022-2024 - FR.pdf, Annexe 3- Formulaire candidature 2022 pour CCCPSH-FR.pdf

14.09.2022/A/0018 **Conseil Consultatif Communal de la Personne en situation de handicap (CCCSPH); Désignation des représentants de la commune.**

Le Conseil,

Vu l'article 120bis de la Nouvelle Loi communale ;

Vu le règlement portant création du Conseil consultatif communal de la personne en situation de handicap adopté par le Conseil communal en date du 14 septembre 2022 ;

Vu l'article 5 du règlement précité, lequel règle la composition du Conseil Consultatif de la Personne en situation de handicap ;

Que cette disposition précise que **le Conseil Consultatif se compose d'un conseiller communal issu de chaque groupe politique représenté au sein du Conseil Communal ;**

Vu l'article 120bis, alinéa 3, de la Nouvelle Loi communale ;

Considérant que cette disposition prévoit que « les deux tiers au maximum des membres d'un conseil consultatif sont du même sexe » ;

Considérant que l'Echevin(e) de l'Egalité des chances (ou son/sa représentant(e)) doit être désigné(e) en tant que Président(e) du Conseil consultatif ;

Considérant que le Vice-Président sera quant à lui un membre issu de l'opposition au sein du Conseil communal ;

Considérant qu'il y a lieu de proposer un représentant de chaque parti politique faisant partie du Conseil communal de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode au sein du conseil consultatif de la personne en situation de handicap;

Considérant que dès lors, il appartient au Conseil communal de désigner chacun de ses membres au conseil consultatif ;

Vu les candidats proposés par le Conseil Communal;

Décide :

- De désigner les représentants de la commune de Saint-Josse-ten-Noode au sein du Conseil consultatif de la personne en situation de handicap:

Président(e) :

Vice-Président(e) :

Représentant(e)s :

...

- De notifier la présente à la structure susvisée.

Gemeentelijke Adviesraad voor Personen met een handicap (GAPH); Benoeming van de vertegenwoordigers van de gemeente.

De Raad,

Gelet op artikel 120bis van de Nieuwe Gemeentewet ;
Gelet op het reglement houdende de oprichting van de Gemeentelijke adviesraad voor personen met een handicap goedgekeurd door de Gemeenteraad op 14 september 2022 ;
Gelet op artikel 5 van het voornoemde reglement, dat de samenstelling vaststelt van de Gemeentelijke adviesraad voor Personen met een handicap ;
Dat deze bepaling preciseert dat de Adviesraad is samengesteld uit één gemeenteraadslid van elke politieke partij vertegenwoordigd in de Gemeenteraad;
Gelet op artikel 120bis, lid 3, van de Nieuwe Gemeentewet;
Overwegende dat deze bepaling voorziet dat "maximum twee derde van de leden van een adviesraad van hetzelfde geslacht is";
Overwegende dat de Schepen van Gelijke Kansen (of zijn/haar vertegenwoordig(st)er dient te worden benoemd als Voorzitter(ster) van de Adviesraad ;
Overwegende dat de Vice-Voorzitter(ster) een lid van de oppositie van de Gemeenteraad zal zijn ;
Overwegende dat van elke politieke partij die deel uitmaakt van de Gemeenteraad van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node een vertegenwoordig(st)er moet worden voorgedragen binnen de adviesraad voor personen met een handicap ;
Overwegende dat het bijgevolg de taak is van de Gemeenteraad om elk van zijn leden in de adviesraad te benoemen ;
Gelet op de kandidaten voorgesteld door de Gemeenteraad ;

Beslist :

- Om de vertegenwoordigers van de gemeente Sint-Joost-ten-Node te benoemen in de Adviesraad voor personen met een handicap :

Voorzitter(ster) :
Vice-Voorzitter(ster) :
Vertegenwoordig(st)ers :
...

- Om deze beraadslaging bekend te maken aan de bovengenoemde structuur.

2 annexes / 2 bijlagen

Annexe 1 - Statut CCCSPH 2022- FR.pdf, Annexe 1- Statut CCCSPH 2022 - NL.pdf

14.09.2022/A/0019 **Appel à projet « label commune amie des animaux 2022 » ; approbation de la convention.**

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de l'appel à projet « label commune amie des animaux 2022 » de Bruxelles-Environnement, la commune a soumis un projet pour la subvention suivante :

- De 7.000 € pour la création d'un espace de liberté pour chiens et pour l'organisation d'événements en matière de bien-être animal ;

Le dossier de candidature a été approuvé par le Collège des Bourgmestre et Echevins en sa séance du 10.05.2022 et la candidature a été déposée le 12.05.2022 ;
Bruxelles-Environnement a confirmé à la Commune l'octroi de cette subvention en date du 05.08.2022 (par mail) ;
La commune doit approuver la convention et la retourner signée à Bruxelles-Environnement ;
Bruxelles-Environnement enverra ensuite la notification officielle d'engagement en ce compris l'arrêté de subvention et la convention signée par leurs dirigeants ;

Sur proposition du Collège communal, nous avons l'honneur, Mesdames, Messieurs, de vous inviter à :

- Approuver la convention dans le cadre de l'appel à projet « label commune amie des animaux 2022 » ;
- Charger le Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre et le Secrétaire communal, de signer la convention annexée.

Projectoproep « label diervriendelijke gemeente 2022 » ; goedkeuring van de overeenkomst.

Dames en Heren,

In het kader van de projectoproep « label diervriendelijke gemeente 2022 » van Leefmilieu Brussel, heeft de gemeente een project ingediend voor de volgende subsidie :

- 7.000 € voor de instelling van een hondenvrije zone en de organisatie van workshops over dierenwelzijn ;

De aanvraagdossier werd door het College van Burgemeester en Schepenen goedgekeurd in zitting van 10.05.2022 en de aanvraag werd ingediend op 12.05.2022 ;
Leefmilieu Brussel heeft de toekenning van deze subsidie aan de gemeente op 05.08.2022 (per e-mail) bevestigd ;

De gemeente moet de overeenkomst goedkeuren en ze ondertekend terugzenden naar Leefmilieu Brussel ;

Vervolgens zal Leefmilieu Brussel de officiële kennisgeving van de verbintenis toezenden, met inbegrip van het subsidiebesluit en de overeenkomst ondertekend door hun leidinggevenden ;

Op voorstel van de gemeenteraad hebben wij de eer, Dames en Heren, u uit te nodigen om :

- De overeenkomst in het kader van de Projectoproep “label dierenvriendelijke gemeente 2022” goed te keuren ;
- Het College van Burgemeester en Schepenen vertegenwoordigd door de Burgemeester en de Gemeentesecretaris, te belasten met de ondertekening van de bijgevoegde overeenkomst.

5 annexes / 5 bijlagen

SJTN_Formulaire label BEA 2022_Signé.pdf, 2022-05-10 - DC_Demande subside label BEA 2022.pdf, 2022-04-26 - DC_Création espace chiens - accord de principe.pdf, 2022-08-05 Label BEA - Convention à signer.pdf, CONT_2022_StJosse_BEA_Label.pdf

14.09.2022/A/0020 **Musée Charlier; Participation au Biennale Brussels Neoclassic le dimanche 09.10.2022, 10h - 18h - Convention Explore Brussels.**

Le Conseil communal,

Vu les articles 117 et 135 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la demande d'Explore Brussels de participer à la *Brussels Biennale Neoclassic* le dimanche 09.10.2022 de 10h à 18h, ce qui donnera une plus ample visibilité à l'événement et de ce fait au musée;

Vu le projet de convention ci-joint contenant les conditions de la collaboration et dans lequel Explore Brussels s'engage à organiser les visites guidées et à prendre en charge le paiement des guides;

Considérant que la participation, telle que décrite dans la convention, génère des revenus, à enregistrer à l'article 7750 /161-04 du budget ordinaire 2022 ;

Considérant que la participation reste sous réserve des conditions de santé et de sécurité en vigueur au moment de l'événement ;

Décide,

- d'approuver la convention proposée par Explore Brussels et d'ouvrir le Musée Charlier lors de la *Brussels Biennale Neoclassic* le dimanche 09.10.2022 de 10h à 18h;
- d'enregistrer tous les revenus à l'article 7750 / 161-04 du budget ordinaire 2022

Charliermuseum; Deelname aan de Biennale Brussels Neoclassic op zondag 09.10.2022, 10u - 18u. Raamovereenkomst Explore Brussels.

De Gemeenteraad,

Gezien de artikelen 117 en 135 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gezien de vraag van Explore Brussels om deel te nemen aan de *Brussels Biennale Neoclassic* op zondag 09.10.2022 van 10u tot 18u hetgeen een grote zichtbaarheid aan het museum geeft;

Gezien het bijgevoegd ontwerp van partnerschapsovereenkomst inhoudende de voorwaarden van de samenwerking en waarbij Explore Brussels in staat voor de reservering van de rondleidingen en de betaling van de gidsen;

Gelet op het feit dat een deelname, zoals beschreven in de overeenkomst, inkomsten genereert, in te schrijven op artikel 7750/161-04 van de gewone begroting 2022;

Gelet op het feit dat deelname onder voorbehoud blijft en afhangt van de veiligheids- en gezondheidsomstandigheden op het moment van de activiteit;

Beslist,

- het ontwerp van partnerschapsovereenkomst met Explore Brussels goed te keuren en het museum open te stellen voor de *Brussels Biennale Neoclassic* op zondag 09.10.2022 van 10u tot 18u;
- alle inkomsten voortvloeiend uit deze programmatie in te schrijven op artikel 7750/161-04 van de gewone begroting 2022.

2 annexes / 2 bijlagen

RAP+Brussels+Biennale+Neoclassic. 2022.pdf,

ConventionBBN2022_MuséeCharlier.pdf

14.09.2022/A/0021 **Ludothèque communale francophone; approbation du Règlement d'ordre intérieur**

Le Conseil communal,

Vu l'inauguration de la ludothèque communale francophone prévue le 28 septembre 2022 dans les locaux de la bibliothèque communale francophone ;
Considérant la proposition d'un règlement d'ordre intérieur propre à la ludothèque communale

Décide,

d'approuver le Règlement d'ordre intérieur proposé pour la Ludothèque communale francophone.

2 annexes / 2 bijlagen

Bib Josse_Ludothèque_Reglement simplifie_Usagers.docx, Bib Josse_Ludothèque_règlement.docx

14.09.2022/A/0022 **Convention chèques-taxis; reconduction pour l'exercice 2022.**

Le Conseil,

Considérant que, depuis 2008, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale octroie une subvention à la Commune de Saint-Josse-ten-Noode pour l'acquisition de chèques-taxis;

Vu que les dits chèques-taxis sont destinés aux habitants de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode bénéficiant d'un revenu VIPO (statut BIM-intervention majorée), étant reconnus comme personnes à mobilité réduite et handicapées à plus de 66 % ou âgées de plus de 75 ans;

Considérant les ajustements internes du budget de l'exercice 2022;

Considérant que le subside octroyé est de 12.045 euro;

Considérant que le service Public régional de Bruxelles – Bruxelles Mobilité sur base d'une déclaration créance pourra versé à la commune la 1ere tranche du subside chèques taxis avant le 31/12/22;

Considérant que la liquidation s'effectue en deux tranches et suite à l'envoi de la déclaration de créance par la Commune. La première tranche représente 90% de la subvention, le versement de la deuxième part, soit 10 % du subside, se fait sur base de la transmission, avant le 15 décembre 2024, du dossier complet (dont la preuve du paiement des chèques-taxis à l'adjudicataire pour ces chèques-taxis et la preuve de l'utilisation effective de ceux-ci par les bénéficiaires concernés) ;

Considérant que cette recette peut être inscrite à l'article 8320/465/48 du budget ordinaire de l'exercice 2022 ;

Décide :

- d'approuver la reconduction de la convention relative aux chèques-taxis à valeur universelle pour 2022, entre le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune de Saint-Josse-ten-Noode;
- d'inscrire la recette à l'article 8320/465/48 du service ordinaire du budget 2022.
- d'autoriser la dépense de 12.045 euro afin d'acquérir les chèques-taxi auprès de Taxi-

verts.

Overeenkomst taxicheques; verlenging voor het dienstjaar 2022.

De Raad,

Overwegend dat de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest sinds 2008 een subsidie toekent aan de gemeente Sint-Joost-ten-Node voor de aankoop van taxicheques;

Gezien het feit dat de bovengenoemde taxicheques bedoeld zijn voor de inwoners van de gemeente Sint-Joost-ten-Node die genieten van een VIPO-inkomen (verhoogde BIM-interventiestatus), erkend worden als personen met beperkte mobiliteit en voor meer dan 66% gehandicapt of ouder 75 jaar;

Gelet op de interne aanpassingen van de begroting van het dienstjaar 2022 ;

Overwegende dat de toegekende subsidie 12.045 euro bedraagt;

Overwegende dat de Brusselse gewestelijke overheidsdienst - Brussel Mobiliteit op basis van een vorderingsaangifte de gemeente de 1ste schijf van de subsidie taxicheques zal betalen vóór 31/12/22;

Aangezien de uitbetaling geschiedt in twee schijven en na verzending van de vorderingsverklaring door de gemeente. De eerste schijf vertegenwoordigt 90% van de subsidie, de betaling van het tweede deel, zijnde 10% van de subsidie, geschiedt op basis van de toezending, vóór 15 december 2024, van alle nodige bewijsstukken);

Overwegende dat deze ontvangst kan worden ingeschreven op artikel 8320/465/48 van de gewone begroting voor het boekjaar 2022;

Beslist :

- de verlenging goed te keuren van de overeenkomst betreffende taxicheques van universele waarde voor 2022, tussen de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Sint-Joost-ten-Node;
- de ontvangsten in te schrijven op artikel 8320/465/48 van de gewone dienst van de begroting 2022.
- om de uitgave van 12.045 euro goed te keuren voor de aankoop van taxicheques bij Taxi-verts

2 annexes / 2 bijlagen

Ordre de recouvrement - chèque Taxi 2022 - dc.pdf, Arrêté ministériel - Chèques-taxis à valeur universelle - notification de subsidie 2022.pdf

14.09.2022/A/0023 **Contrat communal de Cohésion sociale Avenant n° 5 ; approbation.**

Le Conseil,

Vu sa décision du 30 novembre 2015 relative à l'adoption du Contrat communal quinquennal de Cohésion sociale portant sur la période 2016-2020;

Vu l'adoption du nouveau Décret de la Commission communautaire française relatif à la Cohésion sociale du 30 novembre 2018 entrant en vigueur au 1er janvier 2023;

Vu la décision de la Commission communautaire française de prolonger les contrats

communaux de cohésion sociale pour le quinquennat 2016-2020 jusqu'au 31 décembre 2023, selon les enveloppes telles que reprises à l'article 2 de l'Arrêté 2015/907 de la Commission communautaire française;
Vu l'Arrêté 2022/1043 du 30/06/2022 prolongeant les contrats communaux de Cohésion sociale visés par l'Arrêté 2015/907 précité;
Vu l'Avenant n°5 établi à cet effet;

Décide :

D'adopter l'Avenant n°5 relatif à la prolongation du Contrat communal de Cohésion sociale (Quinquennat 2016-2020) jusqu'au 31 décembre 2023.

3 annexes / 3 bijlagen

DCons CONTRAT 2016-2020 du 30.11.15.pdf.pdf, Contrat communal Initial 2016-2020.pdf.pdf, Commune 1210 - Avenant n°5.pdf

14.09.2022/A/0024

Samenwerkingsovereenkomst tussen de Vlaamse Gemeenschapscommissie, de 19 gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en vzw Muntpunt betreffende de toepassing van een gemeenschappelijk regioreglement in alle Nederlandstalige openbare Bibliotheken in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest

De Raad,

Gelet op het Vlaams decreet Lokaal Cultuurbeleid van 6 juli 2012;

Gelet op het uitvoeringsbesluit van de Vlaamse regering van 26 oktober 2012 met betrekking tot het hierboven vermelde decreet;

Gezien de intentieverklaring van de Gemeenteraad om conform te zijn met het voorgenoemde decreet en de bijhorende latere wijzigingen;

Gelet op de overeenkomst tussen de Vlaamse Gemeenschapscommissie en de Gemeenteraad van 23 december 2013 betreffende de uitvoering van het lokaal cultuurbeleid;

Gelet op de goedkeuring van de Gemeenteraad op 11 december 2019 van het plan Lokaal Cultuurbeleid en de Overeenkomst 2020-2025 tussen het gemeentebestuur en de Vlaamse gemeenschapscommissie betreffende het lokaal cultuurbeleid waaronder de bibliotheekdiensten;

Gelet op het huidige bibliotheekreglement dat de Gemeenteraad goedgekeurd heeft in haar zitting van 4 juli 2016;

Overwegende dat de bibliotheken en de Vlaamse Gemeenschapscommissie voorstellen om – ten dienste en in het belang van de bibliotheekgebruikers – na een gemeenschappelijk bibliotheekstelsel, een gemeenschappelijke lenerspas, een gemeenschappelijke catalogus en een gezamenlijk platform voor bibliotheekwebsites, in alle Brusselse Nederlandstalige bibliotheken nu ook eenzelfde, gemeenschappelijk reglement met gemeenschappelijke tarieven, termijnen en aantallen te hanteren;

Overwegende dat er goedkeuring gevraagd wordt om mee in te stappen deze samenwerkingsovereenkomst met een ééngemaakt regioreglement tussen alle Brusselse Nederlandstalige bibliotheken, dat toelaat een gemeenschappelijke gratis basisdienstverlening aan te bieden aan de gebruikers van de Nederlandstalige Brusselse bibliotheken, met éénvormige regels betreffende het lenen van materialen;

Overwegende dat het ééngemaakt reglement slechts minimale verandering betekent voor bib Joske en dat deze verandering net de uitleentermijn en telaarkosten doet gelijklopen met de Franstalige gemeentelijke bibliotheek;

Overwegende dat de Vlaamse Gemeenschapscommissie instaat voor en de kosten draagt voor de initiële en eventueel ook latere (her)configuratie van de parameters in het eengemaakte bibliotheekstelsel Wise van Cultuurconnect en dat de Vlaamse

Gemeenschapscommissie als clearinghouse instaat voor de financiële organisatie van de inkomsten en ontvangsten tussen de bibliotheken;

Overwegende dat deze samenwerkingsovereenkomst door het College van de Vlaamse Gemeenschapscommissie op 2 juni 2022 werd goedgekeurd en voorgesteld werd op het schepenenoverleg van de Vlaamse Gemeenschapscommissie op 14/07/2021 en 18/02/2022;

Overwegende dat het voorstel werd goedgekeurd op de bibliotheekraad van 22/02/2022, 19/10/21 en 23/10/2017;

Overwegende dat het regioreglement als bijlage is bijgevoegd bij de samenwerkingsovereenkomst;

Overwegende dat de ondertekening van de samenwerkingsovereenkomst ook de goedkeuring van het regioreglement impliceert;

Overwegende dat het nieuwe regioreglement in september 2023 in werking zal treden in alle bibliotheken die het eengemaakte regioreglement ondertekenen;

Beslist:

De samenwerkingsovereenkomst tussen de Vlaamse Gemeenschapscommissie, de 19 gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en vzw Muntpunt betreffende de toepassing van een gemeenschappelijk regioreglement in alle Nederlandstalige openbare Bibliotheken in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest goed te keuren;

En akte te nemen dat het regioreglement, mits goedkeuring door de bevoegde gemeenteraden en de raad van bestuur van Muntpunt, van kracht zal worden vanaf september 2023.

5 annexes / 5 bijlagen

verzoek bibliotheek.pdf, cbbij-2122-0520_samenwerkingsovereenkomst-regioreglement.pdf, verslag23102017.pdf, Verslag bibraad 191021.pdf, 22 feb 2022 verslag bibraad.pdf

14.09.2022/A/0025 **Subsides communaux – exercice 2022; désignation des bénéficiaires et fixation des montants.**

L'ordre du jour appelle l'examen du rapport suivant du Collège :

Saint-Josse-ten-Noode, le 6 septembre 2022,

Mesdames, Messieurs,

Notre Commune octroie chaque année des subsides à diverses associations, lesquels font l'objet d'une inscription d'un crédit dans le budget communal.

Il convient à présent de désigner les différents bénéficiaires et de fixer le montant de chaque subside pour cette année 2022.

A cet effet, nous vous proposons en annexe une liste reprenant le nom du bénéficiaire, le montant ainsi que l'article budgétaire permettant la liquidation du subside.

Nous nous permettons de vous signaler qu'une série de subsides devront encore faire l'objet d'une répartition lors d'une séance ultérieure du Conseil en fonction notamment des demandes exprimées, des projets présentés, du dynamisme des associations...

Les crédits budgétaires concernés par cette répartition ultérieure sont les suivants:

| <i>Article</i> | <i>Nom de l'association</i> |
|--|--|
| 1500/332.02 | Relation avec l'étranger : subsides aux organismes et aux ménages |
| | |
| 5200/332.02 Commerce/artisanat/indust.: subsides | Subsides en faveur des associations de commerçants |
| | |
| 7612/332.02 | Subsides aux mouvements de jeunesse |
| | |
| 7622/332.02 | Subsides à la Culture NL / aux loisirs NL |
| | |
| 7630/332.02 Fêtes et manifestations : subsides | Comités de Quartier |
| | |
| 7642/332.02 | Subsides aux associations sportives |
| | |
| 8320/332.02 | Subsides aux associations culturelles |
| | |
| 8400/332.02 | Action Sociale et Citoyenne : subsides aux organismes au service des ménages |

En conséquence, nous avons l'honneur de vous proposer, Mesdames, Messieurs, d'approuver la liste des subsides communaux pour l'exercice 2022, telle qu'elle se trouve annexée au présent rapport.

Gemeentelijke subsidies - Dienstjaar 2022; Aanduiding van de begunstigden en bepaling van de bedragen.

Volgens de dagorde dient volgend Collegeverslag onderzocht :

Sint-Joost-ten-Node, 6 september 2022,

Mevrouwen, Mijne Heren,

Onze gemeente wijst elk jaar subsidies aan verschillende instellingen toe. Voor elk subsidie wordt een krediet in de gemeentebegroting ingeschreven.

Nu moeten de verschillende begunstigden worden aangeduid en het bedrag van elk subsidie voor het jaar 2022 bepaald.

In dat opzicht stellen wij U in bijlage voor een lijst met de naam van de begunstigde, het bedrag en het begrotingsartikel dat de berekening van het subsidie mogelijk maakt.

Met dit schrijven delen wij U mede dat een aantal subsidies nog steeds toegewezen moeten worden in een latere Gemeenteraadszitting met name naar de verschillende aanvragen, de voorgestelde ontwerpen, de dynamiek van de instellingen...

Volgende begrotingskredieten zullen dus het gevolg zijn van een latere toewijzing:

| <i>Artikel</i> | <i>Naam van de begunstigde</i> |
|--|--|
| 1500/332.02 | Relatie met het buitenland : subsidie aan organismen en gezinnen |
| | |
| 5200/332.02 Handel/ambachten/industrie:toelagen | Subsidie aan handelsinstellingen |
| | |
| 7612/332.02 | Subsidie aan jeugdinstellingen |
| | |
| 7622/332.02 | Subsidie aan NL Cultuur / NL Ontspanning |
| | |
| 7630/332.02 Feesten en plechtigheden: toelagen | Wijkcomites |
| | |

| <i>Artikel</i> | <i>Naam van de begunstigde</i> |
|----------------|---|
| 7642/332.02 | Subsidie aan sportsinstellingen |
| 8320/332.02 | Subsidie aan erediensinstellingen |
| 8400/332.02 | Sociale en Burgelijke Actie : subsidies aan instellingen ten dienste van gezinnen |

Bijgevolg hebben wij de eer U voor te stellen, Mevrouwen, Mijne Heren, de hierbij ingesloten lijst van de gemeentelijke subsidies voor het dienstjaar 2022 goed te keuren.

2 annexes / 2 bijlagen

Tableau subsidies 2022_FR et NL y compris conventions_Version finale_22-09-01.pdf, Rapport FR_A-B-Z_subsidies 2022_22-09-01.pdf

14.09.2022/A/0026 **C.P.A.S. de St-Josse-ten-Noode compte 2021; approbation.**

L'ordre du jour appelle l'examen du rapport suivant :
 Saint-Josse-ten-Noode, le 6 septembre 2021.
 Mesdames, Messieurs,

Nous nous permettons de vous présenter le compte 2021 du CPAS de Saint-Josse-Ten-Noode.

En sa séance du 16 juin 2022, le Conseil du C.P.A.S. de St-Josse-ten-Noode a arrêté son compte de l'exercice 2021.

En application de l'article 89§1 de la loi organique modifiée par l'ordonnance du 14 mars 2019, les comptes de l'exercice 2021 des C.P.A.S. doivent être soumis avant le 30 juin suivant la clôture de l'exercice au Conseil communal afin d'être arrêtés définitivement.

Lors du Comité de Concertation Commune/CPAS qui s'est tenu en date du 10 août 2022, le CPAS nous a signalé que son compte de l'exercice 2021 nous avait été soumis le 28 juin 2022, par voie électronique sur la nouvelle plate-forme informatique dédiée à la transmission des documents entre la Tutelle régionale, la Commune et le CPAS.

Le compte 2021 du CPAS de Saint-Josse-Ten-Noode se clôture par un résultat de trésorerie négatif s'élevant à 4.535.352,21 € pour un état de trésorerie encore positif au 31 décembre 2020 au montant s'élevant encore à 1.721.646,10 €, et à un résultat de l'exercice propre en boni de 256.266,47 €, auquel il faut rajouter les régularisations qui concernent la provision d'un fonds pour créance aléatoire à concurrence de 206.075,56 €, pour totaliser un résultat final de l'exercice propre en boni de 462.342,03 €.

Ce résultat de + 462.342,03 € est comptablement expliqué de la manière suivante :
au service d'exploitation et d'investissement confondus du compte de l'exercice 2021, le total des droits constatés net est supérieur au total des engagements nets;
ce même résultat est atteint en reprenant l'ensemble des recettes et des dépenses de l'exercice propre par catégorie, tout en tenant compte des mouvements des recettes et des dépenses reportés des exercices antérieurs ;
malgré les augmentations de recettes, le résultat en mali peut être expliqué par des recettes moins importantes que celles prévues à l'initial ;
le fonds de créances aléatoires constitue la charge la plus importante qui influence le résultat final de l'exercice. Ce fonds reprend également les créances de subsides reçues de la part de l'Administration communale, qui correspondait à des subsides de type « revalorisations salariales pour les années 2013 à 2015 » au 31 décembre 2021.

Concernant le taux de réalisation par rapport aux derniers crédits prévus à l'exercice 2021, les dépenses de l'exercice 2021 sont réalisées à concurrence de 95,25 %, tandis que les recettes de l'exercice 2021 ont été réalisées à concurrence de 96,00 %, ce qui montre que les dépenses sont correctement contrôlées et que le taux de récupération des recettes est globalement tout autant respecté que ceux relatifs aux exercices précédents.

En vue de ces éléments, et en vertu de l'article 106 § 3 de la loi organique des CPAS (modifié par l'article 37 de l'ordonnance du 3 juin 2003), le résultat final de l'exercice propre de l'année 2021 du CPAS, à savoir le montant en boni de 462.342,03 €, devra être pris en compte par la Commune de Saint-Josse-ten-Noode, notamment par la diminution de la dotation communale.

Aussi, les enveloppes nécessaires à l'apurement de la dette comme le mali du compte de l'exercice 2020 sont prévues dans les reports de crédits engagés au budget communal de l'exercice 2021. La dotation communale 2022 vers le CPAS n'en tiendra pas compte.

En conséquence, nous avons l'honneur, Mesdames, Messieurs, de vous inviter à approuver le compte 2021 du C.P.A.S. de St-Josse-ten-Noode tel qu'il se trouve versé au présent dossier accompagné des notes explicatives.

O.C.M.W. van St-Joost-ten-Node; rekening 2021; goedkeuring.

Volgens de dagorde dient volgend verslag te worden onderzocht :
Sint-Joost-ten-Node, 6 september 2022.
Mevrouwen, Mijne Heren,

Wij stellen U de rekening 2021 voor van het OCMW van Sint-Joost-ten-Node.

In haar zitting van 16 juni 2022, heeft de Raad van het OCMW van Sint-Joost-ten-Node haar rekening gestemd voor het dienstjaar 2021.

In toepassing van artikel 89§1 van de organieke wet gewijzigd door de ordonnantie van 14 maart 2019, dienen de rekeningen van dienstjaar 2021 van de OCMW.'s vóór 30 juni volgend op de afsluiting van het dienstjaar te worden voorgelegd aan de Gemeenteraad teneinde definitief te worden goedgekeurd.

Tijdens het Overlegcomité Gemeente/OCMW van 10 augustus 2022 heeft het OCMW ons meegedeeld dat zijn rekening voor het dienstjaar 2021 vóór 28 juni 2022 bij ons werd ingediend, elektronisch op het nieuwe informaticaplatform dat bestemd is voor de overdracht van documenten tussen het Gewestelijk Toezicht, de Gemeente en het OCMW.

De rekening 2021 van het OCMW van Sint-Joost-ten-Node wordt afgesloten met een negatieve financiële toestand van 4.535.352,21 € voor een toestand van de thesaurie die nog positief was op 31 december 2020 met een totaal dat nog 1.721.646,10 € bedroeg, en met een resultaat op het eigen dienstjaar in boni van 256.266,47 €, waarbij de regularisaties van een provisie dienen te worden gevoegd van een fonds voor onzekere schuldvorderingen ten belope van 206.075,56 €, om een eindresultaat van het dienstjaar in boni te bereiken van 462.342,03 € .

Dit resultaat van + 462.342,03 € kan boekhoudkundig als volgt worden verklaard :

- op de exploitatie- en investeringsdienst samen van de rekening van dienstjaar 2021 ligt het totaal van de netto vastgestelde rechten hoger dan het totaal van de netto vastleggingen ;
- dit zelfde resultaat wordt bereikt door alle ontvangsten en uitgaven van het eigen dienstjaar per categorie samen te nemen, rekening houdende met de bewegingen van de uitgestelde ontvangsten en uitgaven van de vorige dienstjaren ;
- ondanks de stijgingen van de ontvangsten kan het mali-resultaat worden verklaard door lagere ontvangsten dan oorspronkelijk verwacht;
- het fonds voor onzekere vorderingen vormt de belangrijkste uitgave die het eindresultaat van het dienstjaar beïnvloedt. Dit fonds omvat eveneens subsidievorderingen ontvangen door het Gemeentebestuur, dat overeenstemt met subsidies voor "loonsverhogingen voor de jaren 2013 tot 2015" op 31 december 2021.

Wat het uitvoeringspercentage betreft ten opzichte van de laatste kredieten voorzien op dienstjaar 2021, worden de uitgaven van dienstjaar 2021 gerealiseerd ten belope van 95,25 %, terwijl de ontvangsten van dienstjaar 2021 werden gerealiseerd ten belope van 96,00 %, hetgeen aantoont dat de uitgaven correct worden gecontroleerd en dat het inningspercentage van de ontvangsten globaal genomen even hoog is als dat van de vorige jaren.

Met het oog op deze elementen en krachtens artikel 106 §3 van de organieke wet van de OCMW's (gewijzigd door artikel 37 van de ordonnantie van 3 juni 2003), zal het eindresultaat van het eigen dienstjaar van het jaar 2021 van het OCMW, namelijk een bedrag in boni van 462.342,03 €, ten laste moeten worden genomen door de Gemeente Sint-Joost-ten-Node, met name door de verlaging van de gemeentelijke dotatie. Daarnaast werden de bedragen die nodig zijn voor de vereffening van de schulden zoals de mali voor het begrotingsjaar 2020 opgenomen in de overdracht van kredieten die voor het dienstjaar 2021 in de gemeentebegroting werden vastgelegd. De gemeentelijke dotatie 2022 aan het OCMW blijft dus ongewijzigd.

Bijgevolg hebben wij de eer, Mevrouwen, Mijne Heren, u uit te nodigen om de rekening 2021 van het OCMW van St-Joost-ten-Node goed te keuren, zoals toegevoegd bij het huidige dossier met de verklarende nota's.

9 annexes / 9 bijlagen

20220616-A-0021-DE-FR.pdf, 20220616-A-0021-DE-NL.pdf, 20220616-A-0021-DE-FR.pdf.pdf, 20220616-A-0021-AN-001.pdf, 20220616-A-0021-AN-003.pdf, 20220616-A-0021-AN-002.pdf, 20220616-A-0021-AN-004.pdf, 20220616-A-0021-AN-006.pdf, 20220616-A-0021-AN-005.pdf

14.09.2022/A/0027 **C.P.A.S. de St-Josse-ten-Noode ; modification n° 1 – budget 2022; approbation .**

L'ordre du jour appelle l'examen du rapport suivant du Collège :
Saint-Josse-Ten-Noode, le 6 septembre 2022,

Mesdames, Messieurs,

Nous nous permettons de vous présenter la modification budgétaire n° 1 – service d'exploitation et d'investissement - budget 2022 du CPAS de Saint-Josse-ten-Noode. Le Comité de Concertation Commune - CPAS s'est réuni en date du 10 août 2022 afin d'étudier le dossier et d'y émettre un avis favorable. Le Conseil du C.P.A.S. a approuvé le dossier en sa séance du 18 août 2022.

La présente modification budgétaire n°1 porte sur les enveloppes budgétaires nécessaires à inscrire tant en recettes qu'en dépenses sur l'exercice 2022 en vue de tenir compte des différents événements survenus en cours d'année sans prévisions initiales au budget initial de l'exercice 2022, comme notamment :

- indexations successives des salaires et de l'aide sociale en raison de l'inflation ;
- prolongement des aides subsidiées dans le cadre de la crise Covid 19 ;
- nouveau projet Cocom et moyens y afférents,
- prise en compte aides subsidiées dans le cadre du conflit ukrainien,
- mise à jour de dossiers d'investissement.

Par sa modification budgétaire n°1 du budget 2022, le CPAS augmente le montant de la dotation communale pour l'exercice 2022 à concurrence de 933.267.97 €, ce qui porte le montant total de la dotation communal pour l'exercice 2022 au montant de 13.470.123,35 €, en tenant compte que les enveloppes nécessaires à l'apurement de la dette qui concerne le mali du compte 2020 pour revalorisations salariales relative aux exercices 2013 à 2015, à savoir 240.492,54 €, sont prévues dans les reports de crédits engagés au budget communal de l'exercice 2021.

En conséquence, nous avons l'honneur, Mesdames, Messieurs, de vous inviter à approuver la modification n° 1 – service d'exploitation et d'investissement - budget 2022 du C.P.A.S. de Saint-Josse-ten-Noode telle qu'elle se trouve versée au présent dossier, accompagnée des notes explicatives.

O.C.M.W. van Sint-Joost-ten-Node; wijziging nr. 1 – begroting 2022; goedkeuring.

Volgens de dagorde dient volgend Collegeverslag onderzocht te worden:
Sint-Joost-ten-Node, 6 september 2022,

Mevrouwen, Mijne Heren,

Wij zijn zo vrij u de begrotingswijziging nr. 1 – exploitatie- en investeringsdienst – begroting 2022 van het OCMW van Sint-Joost-ten-Node - voor te stellen. Het Overlegcomité Gemeente - OCMW is op 10 augustus 2022 bijeengekomen om het dossier te bestuderen en een gunstig advies uit te brengen. De Raad van het OCMW heeft het dossier goedgekeurd tijdens zijn zitting van 18 augustus 2022.

Deze begrotingswijziging nr. 1 heeft betrekking op de begrotingsmiddelen die zowel aan de ontvangsten- als aan de uitgavenzijde moeten worden ingeschreven voor het begrotingsjaar 2022, teneinde rekening te houden met de verschillende gebeurtenissen die zich in de loop van het jaar hebben voorgedaan zonder initiële ramingen voor het initiële begrotingsjaar 2022, zoals met name :

- opeenvolgende indexeringen van de lonen en de sociale bijstand als gevolg van de inflatie ;
- verlenging van de gesubsidieerde steun in het kader van de Covid 19-crisis ;
- nieuw GGC-project en bijhorende middelen,
- in aanmerking nemen van gesubsidieerde hulp in het kader van het conflict in Oekraïne,
- bijwerking van investeringsdossiers.

Door haar begrotingswijziging nr. 1 van de begroting 2022 verhoogt het OCMW het bedrag van de gemeentelijke dotatie voor dienstjaar 2022 ten belope van 933.267,97 €, hetgeen het totale bedrag van de gemeentelijke dotatie voor dienstjaar 2022 op een bedrag van 13.470.123,35 € brengt, rekening houdend met het feit dat de middelen die nodig zijn voor de vereffening van de schuld voor de mali van rekening 2020 voor loonherwaarderingsbetreffende de begrotingsjaren 2013 tot 2015, namelijk 240.492,54 €, zijn opgenomen in de overdracht van kredieten die worden vastgelegd in de gemeentelijke begroting voor het dienstjaar 2021.

Bijgevolg hebben wij de eer, Dames en Heren, u uit te nodigen de wijziging nr. 1 – exploitatie- en investeringsdienst - begroting 2022 van het O.C.M.W. van St-Joosten-Node goed te keuren, zoals gevoegd bij het huidige dossier, samen met de verklarende nota's.

5 annexes / 5 bijlagen

20220818-A-0014-AN-002.pdf, 20220818-A-0014-DE-NL.pdf, 20220818-A-0014-AN-001.pdf, 20220818-A-0014-DE-FR.pdf, CPAS_MB 22 n°1_PV du Comité de concertation du 10.08.2022(1).pdf

14.09.2022/A/0028 **Information des décisions relatives aux articles 234 alinéa 3, 4 et 236 de la Nouvelle Loi Communale.**

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 234, alinéa 3, 4 et 236 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins a passé des marchés de travaux, fournitures et service par procédure négociée sans publicité, conformément à l'article 42, § 1, 1^oa de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

Le Conseil est convié à prendre connaissance des décisions en annexe.

Kennisgeving van de beslissingen betreffende artikelen 234 lid 3, 4 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet.

Mevrouw, Mijnheer,

In toepassing van artikel 234, alinea 3, 4 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College van Burgemeester en Schepenen overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, zoals voorzien in artikel 42, § 1, 1^oa van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten.

De Gemeenteraad wordt verzocht kennis te nemen van de in bijlage gevoegde beslissingen.

8 annexes / 8 bijlagen

Info Conseil - Collège du 19.07.2022.pdf, Info Conseil - Collège 28.06.22.pdf, Info Conseil - Collège du 16.08.2022.pdf, Info Conseil - Collège 30.08.22.pdf, Info Conseil - Collège du 30.08.2022.pdf, Info Conseil - Collège 06.09.22.pdf, Info Conseil - Collège 12.07.22.pdf, Info Conseil - Collège du 05.07.2022.pdf

14.09.2022/A/0029 **Une commune en mutation urbanistique et démographique; quelle adaptation**

pour la commune, ses services aux citoyens et ses finances ?; interpellation introduite par M. Pascal Lemaire, Conseiller communal. (Complémentaire)

1 annexe / 1 bijlage

Une commune en mutation; interpellation M. Lemaire.pdf

14.09.2022/A/0030 Insécurité à Saint-Josse : vers un cancer généralisé ?; interpellation introduite par M. Pascal Lemaire, Conseiller communal. (Complémentaire)

1 annexe / 1 bijlage

Insécurité à Saint Josse; interpellation M. Lemaire.pdf

14.09.2022/A/0031 Le nouveau règlement de primes à la rénovation à Saint-Josse ; interpellation introduite par M. Yves Bassambi, Conseiller communal. (Complémentaire)

1 annexe / 1 bijlage

20220914 interpellation Bassambi.pdf